Examen de la qualité – Étape 3

Coût total du programme : 174,4 millions USD, dont PME : 24,4 millions USD et agent partenaire 150 millions USD
Montant du financement du PME proposé : 24,4 millions USD, dont 15 millions USD du Fonds à effet multiplicateur
Part fixe : 16,4 millions USD, dont 0,5 millions USD pour les coûts d'appui à la mise en œuvre de l'agent partenaire
Part variable : 8 millions USD
Période de mise en œuvre : 4 ans et 10 mois
Date de démarrage prévue : 14 février 2020
Agent partenaire : Banque mondiale

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PAYS ET DU SECTEUR DE L'EDUCATION

1.1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PAYS

Ghana	
Population	29,8 millions (2018, Banque mondiale)
Classement sur la base de l'indice de développement humain	140 sur 189 pays (2018, PNUD)
Années de scolarité ajustées de l'apprentissage	Garçons : 5,7 ; Filles : 5,7
PIB	65,6 milliards USD (2018, Banque mondiale)
PIB par habitant	2 202 USD (2018, Banque mondiale)
Classification de la Banque mondiale sur la base du niveau de revenu	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (2018, Banque mondiale)

La République du Ghana est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure situé en Afrique de l'Ouest, frontalier du Burkina Faso, du Togo et de la Côte d'Ivoire. Le Ghana est une démocratie parlementaire multipartite, dont le président est le chef de l'État et le chef du gouvernement pour un mandat de quatre ans. La population est de 29,8 millions d'habitants, avec un taux de croissance de 2,2 % et se compose de divers groupes ethniques, les plus importants étant les Akans (48%)[1], les Mole-Dagbani (17 %), les Ewe (14 %) et les Ga-Dangme (7 %). Les chrétiens constituent un peu plus de 70 % de la population, qui comprend également des musulmans (18 %) et des fidèles de religions traditionnelles. L'anglais est la langue officielle, mais il y a 69 langues parlées dans le pays, les plus courantes étant l'Asante (16 %), l'Ewé (14 %) et le Fante (12 %)[2].

L'économie du Ghana a été fortement dépendante de la production et du prix du pétrole, du gaz et de l'or. Le secteur des services représente 54 % du produit intérieur brut (PIB), la production industrielle (26 %) et l'agriculture (20 %)[3]. Entre 2008 et 2012, la croissance du PIB du Ghana a été en moyenne de 9 % par an, mais elle a depuis ralenti pour atteindre 6,7 % en 2018[4] en raison de la détérioration

[1] The World Factbook, 2017
[2] The World Factbook, 2017
[3] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[4] Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019

des conditions macroéconomiques, de la faiblesse des politiques fiscales et monétaires et de la détérioration des termes de l'échange.

Si le Ghana a réussi à réduire de moitié son taux de pauvreté, qui est passé de 53 % en 1995 à 23,4 % en 2016, des variations régionales persistent, allant d'un taux de pauvreté de 2 % dans le Grand Accra à 71 %[5] dans la région du Nord-Ouest. Les inégalités, mesurées par le coefficient de Gini, étaient de 0,43[6] en 2016 pour l'ensemble du pays, avec des inégalités croissantes dans les régions du Nord-Est et du Nord (les deux régions les plus pauvres) et décroissantes dans les régions plus riches situées dans le sud du pays.

L'indice du capital humain (ICH) du Ghana en 2018 était de 0,44[7], ce qui signifie qu'un enfant né dans le pays en 2018 pourrait être 44 % plus productif à l'âge adulte s'il avait reçu une éducation complète et était en bonne santé. Ces résultats qui ne sont pas optimaux en matière de capital humain s'expliquent principalement par les mauvais résultats scolaires du Ghana - les 11,6 années de scolarité moyennes sont réduites à seulement 5,7 années d'apprentissage. Ces données impliquent que bien que scolarisés, les enfants n'apprennent pas à l'école pendant près de six ans.

1.2. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Le ministère de l'Éducation est responsable du système et de la politique d'éducation du Ghana. Le service de l'éducation du Ghana (GES) est l'agence relevant du ministère de l'Éducation qui a pour mandat de mettre en œuvre des activités dans le secteur de l'éducation préterTiaire par le biais de ses directions de l'éducation décentralisées au niveau régional et de district. Le GES est également l'employeur des enseignants publics du préterTiaire. Trois conseils semi-autonomes - le Conseil national des programmes et de l'évaluation (NaCCA), le Conseil national de l'enseignement (NTC) et le Conseil national de l'inspection (NIB) - sont respectivement chargés de responsabilités spécifiques en matière systémique, telles que le déploiement du programme d'études, l'agrément des enseignants et la supervision des écoles. Jusqu'à présent, les organismes de réglementation n'ont pas été efficaces en raison d'un financement insuffisant, d'un manque de personnel, de pouvoirs d'exécution et d'un cadre de responsabilisation naissant. Les superviseurs de cercles au niveau du district sont chargés de suivre la mise en œuvre des plans d'amélioration des performances scolaires (SPIP), élaborés par les comités de gestion scolaire (CGS) dans lesquels les communautés sont représentées.

La politique d'éducation de base universelle gratuite et obligatoire (FCUBE) introduite en 1995 a évolué au cours du temps et prévoit actuellement deux années de maternelle obligatoire, six années de primaire et trois années de premier cycle du secondaire. Cette politique a fait passer le taux brut de scolarisation (TBS) dans l'enseignement primaire de 80 % (en 1995) à 111,4 % (en 2017)[8], et le taux net de scolarisation (TNS) a suivi, passant de 59,4 % (en 2001) à 91,1% (en 2017)[9]. Les progrès du

[5] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[6] Un coefficient de Gini de zéro représente une parfaite égalité
[7] Banque mondiale, Indice de capital humain, 2018 et Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019
[8] Institut de statistique de l'UNESCO, 2019
[9] Institut de statistique de l'UNESCO, 2019

TBS en maternelle, qui est passé de 63 % (en 2005) à 115,6 % (en 2017)[10], ont été encore plus impressionnants. L'enseignement secondaire comprend trois années de deuxième cycle (SHS) ou d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). Le TBS au niveau du deuxième cycle du secondaire est passé de 34 % (en 2001) à 50 % (en 2017)[11]. En 2017, le Ghana a introduit la politique de gratuité du deuxième cycle du secondaire, ce qui a eu un impact immédiat sur le taux de transition vers le deuxième cycle du secondaire, qui est passé à 78 %[12], soit une augmentation de 10 points de pourcentage par rapport aux quatre années précédentes. L'enseignement supérieur comprend les universités, les écoles polytechniques et les collèges spécialisés, y compris les instituts de formation des enseignants (COE). Dix écoles polytechniques sont publiques, mais seulement huit des 33 universités du Ghana le sont. Le TBS dans l'enseignement supérieur est passé de 1,3 % en 1994 à 16,2 % en 2016[13], avec un pourcentage d'inscriptions dans le privé de 17,5 % en 2015 [14].

La prestation de services éducatifs par le secteur privé a joué un rôle de premier plan dans la réalisation de l'accès universel à l'enseignement primaire dans le pays. Entre 2011 et 2017, 90 % des écoles primaires nouvellement créées, les trois quarts des nouvelles écoles maternelles et la moitié des nouvelles écoles du premier cycle du secondaire étaient privés[15]. Actuellement, environ 40 %[16] des maternelles, des écoles primaires et des écoles du premier cycle du secondaire (JHS) et 30 %[17] des écoles du deuxième cycle du secondaire (SHS) du pays sont gérés par le secteur privé. Les inscriptions dans le privé dans l'enseignement primaire et secondaire sont passées de 10,9 % en 1995 à 25,3 % en 2016 pour l'enseignement primaire[18] et de 9,6 % en 2000 à 16,8 % en 2016 pour l'enseignement secondaire[19]. Pour freiner l'expansion de l'offre éducative privée, les autorités nationales ont élaboré un programme décennal d'investissement en capital pour la construction de nouvelles salles de classe publiques de maternelle, de primaire et du premier cycle du secondaire, dont la capacité prévue dépasse largement la croissance escomptée du nombre d'élèves. Cette intervention est reflétée à la fois dans le plan sectoriel stratégique de l'éducation (ESSP) et dans le plan sectoriel de l'éducation à moyen terme (ESMTDP) 2018-2021 (p. 20). Malgré la décision du service de l'éducation en 2005 de rendre obligatoire la gratuité de l'enseignement de base, soutenue par le déploiement de subventions par élève pour les écoles publiques, les frais indirects des ménages liés à la scolarisation dans les écoles publiques demeurent. On estime que les coûts des ménages liés aux écoles privées sont environ 50 %[20] plus élevés que ceux des écoles publiques. L'ESSP prend en compte ces coûts indirects en prenant des mesures pour améliorer les ressources des écoles publiques (subventions par élève et subventions de base). Les données du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) montrent que la proportion d'enseignants formés

[10] Institut de statistique de l'UNESCO, 2019
[11] Institut de statistique de l'UNESCO, 2019
[12] Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019
[13] Institut de statistique de l'UNESCO, 2019
[14] Institut de statistique de l'UNESCO, 2019
[15] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[16] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[17] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[18] Institut de statistique de l'UNESCO, 2019
[19] Institut de statistique de l'UNESCO, 2019
[20] Exploring Public and Private Education Costs in Ghana, https://www.r4d.org/resources/exploring-public-and-private-education-costs-ghana/ Données collectées en novembre 2019

au niveau de base est beaucoup plus faible pour le secteur privé que pour le public et, en 2016/17, seuls 10,3 % des enseignants du secteur privé dans les écoles primaires ont été formés. Au niveau du deuxième cycle du secondaire, 52 % des enseignants du secteur privé ont été formés, contre 90 %dans le secteur public[21]. Néanmoins, les résultats de l'évaluation de l'éducation nationale pour les niveaux P4 et P6 montrent que les résultats des élèves des écoles privées peu coûteuses sont sensiblement plus élevés que ceux des écoles publiques[22]. Pour remédier aux écarts de qualité persistants entre les écoles publiques et privées, l'ESSP 2018-2030 envisage deux séries de mesures : (i) des activités axées sur la responsabilisation, la direction des écoles, les enseignants et les apprenants pour les écoles publiques dont les résultats sont faibles, qui sont soutenues par le programme proposé et décrites en détail dans le présent rapport, et (ii) des programmes pilotes de partenariat public-privé (gestion des contrats scolaires à but non lucratif) dans les écoles de base pour améliorer la qualité de l'apprentissage par une meilleure gestion et un encadrement pédagogique plus efficace.

1.2.1. **Équité :** Bien qu'au niveau national les taux de scolarisation dans l'éducation de base et d'achèvement du primaire sont proches de l'universalisation de la scolarisation et que la parité entre les genres est atteinte pour tous les cycles de l'éducation de base, il existe des disparités persistantes sur le plan géographique, des revenus et de l'appartenance ethnique en termes de niveau, d'achèvement et de résultats d'apprentissage. Treize pour cent des jeunes ghanéens âgés de 20 à 24 ans ont été scolarisé pendant moins de 4 ans. Cette moyenne au niveau national masque de grandes disparités en termes de régions (44 %dans la région du Nord, 5 % chez les Ashanti), de revenus (38 % des plus pauvres, 3 % des plus riches) et d'appartenance ethnique (34 %de l'ethnie Gruma, 2 % pour le groupe Ga/Dangme). D'importantes disparités persistent aussi, bien qu'à une échelle un peu plus réduite par rapport à ce qui précède, en termes de genre (17 % de femmes et 8 %d'hommes) et de zones de résidence urbaines ou rurales (20 %de zones rurales, 7 % de zones urbaines).

Les taux d'achèvement du primaire s'améliorent régulièrement. Il a évolué de 83,7 % (86 % pour les garçons et 81 %pour les filles) en 2008 à 101 % en 2015 (de manière paritaire entre les sexes)[23]. De même, le taux d'achèvement du premier cycle du secondaire est passé de 64 % en 2008 (69 % pour les garçons et 59 % pour les filles) à 78 % en 2015 (avec une réduction des différences entre les genres de 75 %pour les filles et de 79 %pour les garçons)[24]. Cependant, les élèves du quintile de revenu le plus bas ont seulement 0,37 fois plus de chances de terminer le premier cycle du secondaire que ceux du quintile le plus élevé. Les données les plus récentes[25] qui ventilent les taux d'achèvement du premier cycle du secondaire par quintile de revenu, sexe et zone de résidence indiquent que le taux d'achèvement du quintile le plus pauvre était de 27 % (aucune variation selon le genre) contre 76 % pour le quintile le plus riche (70 %pour les filles et 83 %pour les garçons), avec une disparité

[21] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[22] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[23] Institut de statistique de l'UNESCO, 2019
[24] Institut de statistique de l'UNESCO, 2019
[25] Institut de statistique de l'UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation, les dernières données pour le Ghana datent de 2014

importante pour les garçons les plus pauvres selon la zone de résidence - 25 % en milieu rural contre 52 % en milieu urbain[26].

Les inégalités persistent en termes de résultats d'apprentissage. Les régions ayant les plus faibles performances sont le Nord-Est, le Nord-Ouest et les régions du Nord où la pauvreté est la plus élevée. Des disparités en termes de résultats d'apprentissage sont également observées entre les zones rurales et urbaines. En moyenne, les élèves des zones rurales obtiennent des résultats nettement inférieurs à ceux des zones urbaines à l'évaluation de l'éducation nationale (NEA) et à l'évaluation des aptitudes à la lecture dans les petites classes (EGRA) : le pourcentage d'élèves ayant obtenu des résultats positifs à l'EGRA en anglais n'était que de 19,6 % dans les zones rurales contre 39,5 %[27] dans les zones urbaines, tandis que la proportion d'élèves ayant donné des réponses correctes en mathématiques au niveau P4 était inférieure de près de 10 points de pourcentage en zones rurales par rapport aux zones urbaines. L'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) du Ghana montre que s'il n'y a pas de différence entre les garçons et les filles du quintile supérieur en ce qui concerne les résultats en lecture et en calcul, les filles du quintile inférieur ont des performances nettement moindres en calcul. En moyenne, les filles ont tendance à obtenir de meilleurs résultats que les garçons en anglais dans les classes P4 et P6, et les garçons ont tendance à obtenir de meilleurs résultats que les filles en mathématiques dans la classe P6. Les écarts de performance sont plus évidents dans les années d'études supérieures. Les taux de réussite nationaux pour le brevet d'études du premier cycle (Basic Education Certificate Examination, BECE et pour le brevet d'études secondaires d'Afrique de l'Ouest (West Africa Senior Secondary Schools Certificate Examinations, WASSCE) montrent que les garçons réussissent mieux que les filles dans toutes les matières, sauf en anglais, où les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons. En outre, 23 % des élèves ont été admis dans l'enseignement supérieur en 2016, dont 26 % de garçons et 20 % de filles[28]. Le programme proposé s'attaque aux inégalités en matière de résultats d'apprentissage en apportant un soutien ciblé aux écoles primaires les plus défavorisées du Ghana (environ 10 000 écoles) par le biais de multiples activités de formation et d'encadrement continu des enseignants, l'introduction d'un enseignement ciblé au bon niveau pour soutenir les élèves qui prennent du retard, l'octroi de bourses d'études pour promouvoir un meilleur enseignement et un meilleur apprentissage, et un cadre de responsabilisation plus solide en matière d'apprentissage.

On estime qu'environ 450 000 enfants[29] ne sont pas scolarisés, la plupart appartenant aux ménages les plus pauvres et se trouvant dans les trois régions du nord du Ghana. Dans ces régions, la pauvreté multidimensionnelle est le principal facteur de demande de non scolarisation, de la non fréquentation et de l'abandon scolaire, ce qui est encore exacerbé par une grave pénurie de salles de classe.

Selon le recensement de la population et du logement (PHC) de 2010, la proportion d'enfants handicapés âgés de 4 à 17 ans est de 1,6 %, soit environ 130 000 enfants. Ce chiffre peut toutefois être sous-estimé en raison des faibles taux de détection. Cette difficulté affecte également les

[26] www.education-inequalities.org, données de 2014 collectées en novembre 2019
[27] Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019
[28] Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019
[29] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018

informations du SIGE sur les enfants handicapés. Avec cette mise en garde et en notant que le programme proposé envisage de renforcer la collecte de données du SIGE pour les enfants handicapés et les enfants ayant des besoins particuliers (voir la section 4.2 Description de l'ESPIG pour plus de détails), les données existantes révèlent que la part des enfants handicapés dans l'éducation de base représente moins de 0,5 % des inscriptions, bien qu'ils représentent 1,6 % de la population totale d'âge à être scolarisée dans le prétertiaire[30]. Dans l'ensemble, selon l'enquête sur le niveau de vie au Ghana en 2013, il existe des écarts constants dans les résultats d'apprentissage en lecture, écriture et mathématiques entre les élèves handicapés et non handicapés ; ces différences étant particulièrement marquées pour l'écriture dans les langues ghanéennes et les mathématiques, mais existent également dans tous les autres domaines.

1.2.2. **Résultats d'apprentissage :** Le Ghana procède à de nombreuses évaluations de l'apprentissage, mais il n'y a pas de stratégie nationale globale. Il existe deux examens annuels dont les enjeux sont élevés à la fin de l'éducation de base en 9e année (le brevet d'études du premier cycle, BECE, pour l'entrée en SHS et TVET) et à la fin de l'enseignement secondaire en 12e année (le brevet d'études secondaires d'Afrique de l'Ouest, WASSCE, pour l'entrée dans l'enseignement supérieur). L'évaluation nationale de l'éducation (NEA) est réalisée tous les deux ans (les plus récentes datent de 2016 et 2018) au niveau du primaire pour les classes P4 et P6. L'évaluation de la lecture en début de scolarité (EGRA, réalisée dans 11 langues locales et en anglais) et l'évaluation des mathématiques en début de scolarité (EGMA), toutes deux soutenues par les bailleurs de fonds, ont été menées au niveau P2 du primaire en 2013, 2015 et 2017. Le Ghana a également participé à l'évaluation internationale de l'étude sur les tendances en mathématiques et en sciences (TIMSS) en 2003, 2007 et 2011. Les autorités nationales envisagent de participer à l'avenir au Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC), qui vise les niveaux P2 et P4 et la fin du primaire, à l'étude internationale sur les tendances en mathématiques et en sciences (TIMSS) en 2023 et à l'étude internationale sur les progrès en matière de lecture (PIRLS) en 2021 pour évaluer la lecture en P4. Le programme proposé s'attaque à la fragmentation des évaluations nationales en appuyant la conception et la mise en œuvre d'un cadre d'évaluation national cohérent.

Si les résultats des examens BECE et WASSCE au cours des dix dernières années montrent que les résultats d'apprentissage du Ghana se sont légèrement améliorés, les diverses évaluations menées ces dernières années indiquent au contraire que les acquis scolaires ne se sont pas améliorés. Les résultats de l'EGRA n'ont pas changé entre 2013 et 2015 et indiquent que seuls 2 %[31] des élèves de P2 étaient capables de lire à un niveau scolaire approprié, 50 % d'entre eux étant incapables de reconnaître un seul mot. En 2017, malgré une diminution globale du nombre d'élèves n'ayant pas réussi, ceux ayant échoué à certains exercices était encore élevé, soit 85 % d'entre eux pour la compréhension de la lecture, 57 % pour la fluidité de la lecture orale et 64 % pour la lecture de mots inventés/pseudo mots[32]. L'EGMA de 2015 a montré que certains concepts mathématiques avancés étaient difficiles à appréhender, ainsi 75 %[33] des élèves de P2 étant incapables de répondre

[30] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[31] Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019
[32] Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019
[33] Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019

correctement à une seule question de connaissance conceptuelle (c'est-à-dire un problème de mathématique). La NEA de 2016 a confirmé ces résultats : 30 % et 50 % des élèves de P4 ont obtenu des résultats inférieurs aux compétences minimales, respectivement en anglais et en mathématiques ; et au niveau P6, ces résultats étaient d'environ 30 %[34] dans les deux matières. Entre 2016 et 2018, les résultats aux tests de la NEA n'ont pas sensiblement évolués. Au niveau du secondaire, les résultats d'apprentissage sont faibles - en 2017[35], 33 % seulement des élèves ont réussi le WASSCE en mathématiques. Le programme proposé et l'ensemble des principales actions qu'il comporte se fonde sur ce constat de la faiblesse des progrès obtenus dans les résultats d'apprentissage.

1.2.3 Efficience : Bien que les taux de redoublement et d'abandon se soient améliorés progressivement, la capacité du système n'est pas optimale. Les taux d'abandon sont faibles, soit 1 %, de la maternelle à la quatrième année du primaire, ils atteignent 12 % en P6, 23 % en troisième année du premier cycle du secondaire (lors du passage de l'examen BECE dont les enjeux sont élevés) et se situent entre 3 et 4 % en première et troisième année du deuxième cycle du secondaire[36]. Le taux de redoublement à l'école primaire augmente tout au long de la scolarité, passant de 12 % en P1 à 16 % en P4 et retombant à 10 % en P6[37]. Le taux de redoublement en première année du premier cycle du secondaire (19 %) est nettement plus élevé que dans toutes les autres classes, car les élèves mal préparés redoublent la première année du premier cycle du secondaire[38]. Les taux de redoublement relativement élevés en deuxième cycle du secondaire (13 % en 1ère année et 15 % en 2ème et 3ème années[39]) sont révélateurs de la mauvaise préparation des élèves qui entrent au premier cycle du secondaire et des exigences de l'examen de fin d'études WASSCE dont les enjeux sont élevés. Bien que les redoublements et les abandons soient attribuables à des facteurs multidimensionnels, dont certains ne peuvent être abordés directement par le programme proposé (comme les niveaux de pauvreté et les coûts d'opportunité associés à la participation au système éducatif), le programme s'attaque aux facteurs systémiques et à ceux liés à la répartition des niveaux d'enseignement en soutenant, entre autres, (i) la mise en place d'un programme d'études amélioré qui accorde plus de temps pour consolider les connaissances de base, (ii) un enseignement ciblé pour les élèves qui accusent un retard, (iii) le perfectionnement des enseignants par un encadrement continu et (iv) la création d'un cadre de responsabilisation en matière d'apprentissage. L'impact combiné de ces mesures devrait permettre d'éviter que les élèves accumulent des lacunes dans les connaissances, lesquelles peuvent éventuellement conduire au redoublement et à l'abandon scolaire.

La proportion d'enseignants formés augmente progressivement par niveau et s'est accrue au cours des années, en particulier entre 2011/12 et 2017/18. En 2017/18, la proportion d'enseignants formés a atteint 75 % pour la maternelle, 83 % pour le primaire et près de 92 %[40] pour le premier cycle du secondaire[41]. La proportion d'enseignants formés dans les écoles pour enfants ayant des besoins

[34] Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019
[35] Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019
[36] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[37] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[38] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[39] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[40] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[41] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018

particuliers est plus élevée que dans les écoles ordinaires et les ratios élèves-enseignant (PTR) sont plus faibles dans les écoles spécialisées que dans les écoles ordinaires, allant de 7 à 11. L'ESSP fixe une cible de 35 pour le ratio élèves-enseignant en maternelle et au primaire. Cette mesure vise à améliorer l'efficience interne du secteur, les ratios élèves-enseignant en maternelle et au primaire s'établissant actuellement à 29. Toutefois, comme le montre le tableau A ci-dessous, il existe de grandes disparités régionales dans les PTR et une faible corrélation entre le nombre d'élèves et d'enseignants au niveau des districts[42].

Tableau A. Ratios élèves-enseignants (PTR) et ratios élèves-enseignants formés (PTTR) dans l'éducation publique de base (source : SIGE 2017/2018)

Région	Maternelle			Primaire			Premier cycle du secondaire		
	% enseignants formés	PTR	PTTR	% enseignants formés	PTR	PTTR	% enseignants formés	PTR	PTTR
Ashanti	81,4	24	30	87,8	26	30	94,2	13	14
Brong Ahafo	71,3	24	24	81,6	26	32	91,1	13	14
Centre	74,3	26	35	83,0	29	35	92,3	14	15
Est	80,3	22	27	88,2	23	27	92,2	12	13
Grand Accra	87,8	30	34	93,3	***37***	***40***	95,2	19	20
Nord	75,1	***51***	***68***	80,6	***36***	***44***	89,7	17	19
Nord-Est	69,9	34	***49***	78,8	32	***40***	88,1	14	15
Nord-Ouest	69,7	***38***	***54***	74,4	30	***41***	84,5	13	15
Volta	73,2	28	38	86,6	28	32	91,6	13	14
Ouest	64,1	35	**54**	76,0	31	***40***	86,8	17	19
TOTAL	**75,2**	**29**	**39**	**83,8**	**29**	**35**	**91,5**	**14**	**16**

Les districts du nord du Ghana manquent d'enseignants, tandis que les districts du sud en ont en trop[43]. Dans les régions du Nord et du Nord-Est et du Nord-Ouest, les PTR du préprimaire et du primaire sont élevés et dépassent l'objectif de 35 pour 1 fixé par le plan sectoriel de l'éducation pour 2018-2030. Les disparités entre les régions s'accentuent en termes de ratios élèves-enseignants formés (PTRR). Le programme proposé, dans le cadre de sa stratégie d'équité, concentre son soutien sur les 10 000 écoles les plus défavorisées, dont beaucoup se trouvent dans les régions où les PTR et les PTRR sont disproportionnellement élevés, et vise à réduire la part des écoles dont le PTRR est supérieur à 50 pour 1. Outre l'affectation d'enseignants dont le niveau est inférieur aux normes, le taux de rotation des enseignants est élevé et variable, avec une moyenne nationale de 12 et 18 % en maternelle et primaire, respectivement[44]. En moyenne, 20 % des enseignants sont affectés dans des écoles où ils ne maîtrisent pas ou ne maîtrisent que partiellement la langue d'enseignement et où 18 % des élèves ne parlent pas la langue d'enseignement utilisée ou enseignée dans leur école[45]. Le programme proposé vise à réduire les disparités décrites ci-dessus par une approche à deux niveaux :

[42] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[43] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[44] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[45] Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018

au niveau des systèmes, le programme appuie l'élaboration d'un mécanisme de déploiement et de répartition plus équitable des enseignants ; au niveau de la mise en œuvre des politiques, il encourage l'application pratique de ce mécanisme de manière équitable par un financement axé sur les résultats qui récompense la diminution du nombre d'écoles dont le ratio élèves-enseignant formé est supérieur à 50 pour 1.

1.2.3. **Suivi de la performance du secteur :** Le ministère de l'Éducation dirige le processus de planification du secteur en étroite collaboration avec le groupe de travail du secteur de l'éducation (ESWG, le groupe local des partenaires de l'éducation au Ghana), qui comprend des représentants de toutes les agences gouvernementales de l'éducation, des partenaires de développement et de la Ghana National Education Campaign Coalition (GNECC) comprenant tous les syndicats d'enseignants et les OSC actives dans le secteur de l'éducation au Ghana. Au niveau des régions et des districts, des plans opérationnels d'éducation sont créés conformément à l'ESMTDP. Ces plans tiennent compte des plans d'amélioration des performances des écoles (SPIP) et permettent de les actualiser. Le ministère de l'Éducation, avec la contribution de tous les acteurs de la gouvernance de l'éducation au niveau vertical, rend compte des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs énoncés dans ces plans lors d'une réunion annuelle de revue sectorielle conjointe. Cette dernière a récemment été désignée sous le nom de Semaine nationale de l'éducation (NEW). Elle comprend un Sommet sur les données probantes qui examine les données pertinentes (mondiales, régionales et nationales) sur l'efficacité des initiatives dans le secteur de l'éducation afin d'éclairer les politiques éducatives et le programme de réforme du pays. Les NEW ont été organisées régulièrement, et les principales conclusions, décisions et orientations en vue d'améliorations à venir ont été documentées dans des aide-mémoire. Les NEW ont été inclusives (toutes les parties prenantes clés de l'éducation, y compris les syndicats d'enseignants et les OSC représentées au sein du GNECC y ont participé) et complètes (examinant les réalisations et les défis dans tous les cycles et sous-secteurs de l'éducation). Des rapports d'examen des performances du secteur de l'éducation (ESPR) sont produits chaque année pour faire le point sur les progrès réalisés par rapport à l'ESSP et aux cibles de l'ESMPTDP. Toutefois, la production des ESPR n'est pas toujours alignée sur le calendrier des NEW.

2. Prérequis pour l'accès a la part fixe

2.1. **Prérequis 1 : Un plan sectoriel de l'éducation (PSE) crédible endossé :** En novembre 2018, les autorités nationales du Ghana ont adopté leur troisième Plan stratégique du secteur de l'éducation couvrant la période 2018-2030 (ESSP 2018-30) ainsi que le Plan de développement à moyen terme du secteur de l'éducation (ESMTDP) pour la période 2018-21. Ce plan est guidé par la vision globale de « transformer le Ghana en une nation apprenante à travers un secteur dynamique qui prépare et dote tous les ghanéens d'une éducation et de compétences pertinentes pour promouvoir le développement socio-économique et l'orientation nationale ».

L'ESSP 2018-30 et l'ESMTDP sont holistiques, couvrant l'éducation de base et secondaire, l'éducation non formelle (EFTP) et l'enseignement supérieur, avec une forte optique d'équité et d'inclusion, comme en témoignent les activités prévues axées sur l'éducation inclusive et adaptée aux enfants ayant des besoins particuliers et sur l'amélioration de la parité entre les genres au premier cycle du secondaire

et dans les cycles d'enseignement ultérieurs. Le processus d'élaboration du plan a été participatif, impliquant les organisations de la société civile (OSC), les syndicats d'enseignants, les ONG locales et internationales, et le secteur privé. Une série de réunions a été organisée dans différentes régions du pays. Une évaluation indépendante du PSE a été achevée en juin 2018. La première version du PSE a également été évaluée par rapport aux normes de qualité du PME. Il a été estimé que six des sept normes étaient respectées. Les réserves formulées portaient sur la possibilité de réaliser le PSE en raison des pressions budgétaires résultant de la gratuité de la scolarisation au deuxième cycle du secondaire. Cette question a été dûment examinée et des révisions ont été apportées par la suite au cadre de calcul des coûts et de financement. Bien que le déficit de financement soit estimé à 2,5 % en 2018, 10,9 % en 2019, 11,3 % en 2020 et 11,1 % en 2021, ces chiffres ne reflètent pas l'augmentation annuelle de 3 points de pourcentage du budget de l'éducation sur le budget national approuvée par le Cabinet du gouvernement pour 2018-2021[46], car ces augmentations sont soumises à des demandes annuelles du ministère de l'Éducation et ne peuvent être considérées comme des augmentations automatiques et fixes[47].

Les partenaires de développement et les OSC participant au Groupe de travail du secteur de l'éducation ont examiné et approuvé l'ESSP 2018-30 en janvier 2019. Les versions finales actualisées de l'ESSP 2018-30 et de l'ESMDTP 2018-21 ont été soumises au Secrétariat en avril 2019, accompagnées d'un mémorandum du ministère de l'Éducation daté du 19 mars 2019 précisant les incidences financières de l'ESSP 2018-2030.

Conclusion : le Secrétariat considère que le prérequis 1 est satisfait.

2.2 **Prérequis 2**: **Preuve de l'engagement envers le PSE et son financement :** Le financement intérieur de l'éducation au Ghana est mobilisé à partir du budget du gouvernement, des fonds générés à l'intérieur du pays (IGF, correspondant aux frais de scolarité de l'enseignement supérieur et du deuxième cycle du secondaire), du Ghana Education Trust Fund (GETFund, correspondant à une partie de la taxe sur la valeur ajoutée spécialement affectée à cet effet), du montant de financement du budget annuel (ABFA, correspondant à une partie des recettes pétrolières spécialement affectée à cet effet) et du Fonds commun des assemblées de district (DACF). Les dépenses intérieures nominales d'éducation ont augmenté régulièrement au cours de la dernière décennie à un rythme beaucoup plus rapide que celui du soutien des bailleurs de fonds. Ce dernier a maintenu une part de 4 à 5 % dans les dépenses totales d'éducation. En 2017, cette part a été ramenée à 1 %.

Selon les données de la matrice de financement intérieur soumise par les autorités nationales dans le cadre du dossier de requête, la part des dépenses intérieures d'éducation (hors IGF) dans le total des dépenses publiques a dépassé la valeur de référence du PME de 20 % en 2017 (23,5 %) et 2018 (25,7 %) et devrait rester supérieure à 20 % en 2019 (20,4 %), 2020 (21,3 %) et 2021 (20,2 %). Ces derniers chiffres excluent l'augmentation annuelle de 3 points de pourcentage du financement public de l'éducation dans le budget total du gouvernement approuvé par le Cabinet du gouvernement pour la période 2018-2021.

[46] Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019
[47] Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019

Les allocations nominales par sous-secteur entre 2015 et 2017 ont augmenté à tous les niveaux de l'enseignement prétertiaire, avec en 2017 des parts de 6,5 % pour l'enseignement préprimaire, 20,8 % pour l'enseignement primaire, 17 % pour le premier cycle du secondaire, 26,4 % pour le deuxième cycle du secondaire, 2 % pour l'EFTP et 22,5 % pour l'enseignement supérieur[48]. Au cours des 8 dernières années, le taux d'achèvement du primaire au Ghana a constamment dépassé 90 % (atteignant 94 % en 2018). Par conséquent, le sous-prérequis relatif à l'allocation d'une part de 45 % des dépenses publiques d'éducation pour l'enseignement primaire ne s'applique pas.

Plus de 95 % du financement national de l'éducation est dépensé en salaires et traitements. Il ne reste donc qu'environ 4,6 % du budget pour les dépenses non salariales, y compris les matériels d'enseignement et d'apprentissage[49]. Ainsi, la quasi-totalité des dépenses non salariales proviennent de sources de financement extérieures au pays.

L'enveloppe de l'appui des partenaires de développement qui couvre l'ESMTDP 2018-2021 se situe entre 365 millions de dollars (programmes confirmés) et 528 millions de dollars (en tenant compte des financements proposés par l'UNICEF et l'USAID en cours de négociations). Le financement proposé au PME, d'un montant de 24,4 millions de dollars représenterait donc entre 6,7 % et 4,6 % de l'enveloppe totale des financements des bailleurs de fonds (respectivement confirmés et non confirmés). Des informations détaillées sur les principales activités soutenues par les partenaires de développement dans le secteur de l'éducation figurent à l'annexe 1.

Conclusion : le Secrétariat considère que le prérequis 2 est satisfait.

2.3 **Prérequis 3** : **Disponibilité des données :** Une analyse complète du secteur de l'éducation (ASE) a été réalisée en 2018 afin de servir de base à l'élaboration de l'ESSP 2018-2030 et du ESMTDP 2018-2021. Le Ghana dispose d'un système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) solide qui fournit de nombreuses données au niveau des écoles, des districts, des régions et du pays. Le ministère de l'Éducation entreprend un recensement annuel du SIGE et les informations recueillies sont analysées, comparées et utilisées à des fins de gestion opérationnelle. En plus du SIGE, divers organismes et services du ministère de l'Éducation recueillent des informations supplémentaires, qui peuvent parfois faire double emploi. L'ESSP 2018-2030 reconnaît la nécessité de rationaliser la collecte de données, d'améliorer la qualité et la fiabilité des données, d'étendre leur utilisation et leur diffusion, en s'attachant tout particulièrement à fournir aux écoles et aux directeurs d'école des données pertinentes susceptibles de contribuer à la responsabilisation. Les autorités nationales renforcent le SIGE par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment pour le développement du bulletin scolaire mobile (mSRC) soutenu par l'UNICEF et le tableau de bord des données sur l'éducation élaboré avec le soutien de l'USAID. Dans le cadre du programme proposé, ces deux derniers éléments seront regroupés dans un tableau de bord commun de responsabilisation en matière d'apprentissage et seront élargis à l'échelle nationale. Comme il est décrit à la section 1.2.2. sur les résultats d'apprentissage, le pays procède régulièrement à des évaluations de l'apprentissage des élèves, dont les données sont analysées et utilisées à des fins de

[48]48 Analyse du secteur de l'éducation du Ghana, 2018
[49]49 Banque mondiale, Document d'évaluation de projet GALOP, octobre 2019

sélection. Le programme proposé remédiera à la segmentation des évaluations des élèves en élaborant et en mettant en œuvre un nouveau cadre national global d'évaluation des élèves qui institutionnalisera des évaluations régulières aux niveaux primaire P2, P4, P6 et P8 (sous forme d'améliorations apportées à l'évaluation de l'éducation nationale existante), maintiendra le haut niveau des enjeux de la BECE en P9 et de la WASSCE à la fin du deuxième cycle du secondaire) et appuiera l'introduction de l'évaluation de la préparation à l'école pour les enfants d'âge préscolaire. Le Ghana présente régulièrement à l'ISU des rapports sur les 12 indicateurs de base. L'ESSP 2018-2030 comprend des stratégies spécifiques visant à améliorer l'évaluation des apprentissages et à établir un cadre national d'évaluation cohérent qui s'appuierait sur les évaluations des apprentissages existantes et les perfectionnerait.

Conclusion : le Secrétariat considère que le prérequis 3 est satisfait.

3. FONDS A EFFET MULTIPLICATEUR

Un financement supplémentaire de 150 millions de dollars a été obtenu par le biais du fonds à effet multiplicateur.

En août 2017, le Ghana a soumis une manifestation d'intérêt pour l'allocation maximale d'un montant de 15 millions de dollars à laquelle le pays est admissible au titre du fonds à effet multiplicateur. Le Ghana a noté que 50 millions de dollars étaient mobilisés sous forme de cofinancement supplémentaire et nouveau pour le secteur par le biais de l'Association internationale de développement (IDA). Ce cofinancement lui a permis d'accéder à la totalité de l'allocation maximale du pays au titre du fonds à effet multiplicateur, soit 15 millions de dollars. Par la suite, le financement de l'IDA a été porté à 150 millions de dollars.

Conclusion : le Secrétariat considère que le prérequis du fonds à effet multiplicateur est satisfait.

4. ESPIG

4.1. PERFORMANCE DES ESPIG ANTÉRIEURS

Le Ghana a mis en œuvre trois ESPIG de l'EFA-FTI / PME au cours des périodes 2005-2006 (8 millions de dollars), 2006-2007 (11 millions de dollars) et 2012-2016 (75,5 millions de dollars), avec la Banque mondiale comme agent de partenaire. Le dernier financement du PME - Ghana Partnership for Education Grant (GPEG) a été jugé satisfaisant à la clôture du programme pour toutes les catégories de performance (réalisation des objectifs de développement du projet, progrès de la mise en œuvre, suivi, sauvegardes et fiduciaire). Le rapport d'achèvement de la mise en œuvre (RAC) du GPEG a évalué l'efficacité et l'efficience du programme comme étant significatives et a défini les risques pour les résultats de développement comme étant limités. Ces notes très positives ont été validées et confirmées par le Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale[50].

Le programme GPEG a eu trois domaines d'activités principales, toutes basées sur des initiatives gouvernementales qui avaient été lancées ou testées avant la mise en œuvre effective du programme

[50] Rapport de fin d'exécution du programme GPEG du groupe indépendant des évaluations (IEG ICR).

et qui ont été étendues dans ce cadre, à savoir (i) l'octroi de subventions aux écoles, (ii) l'appui aux administrations éducatives des districts et des régions par le biais de subventions de district et (iii) le renforcement de l'efficacité des enseignants par la formation continue des enseignants. Le succès du GPEG est notamment dû à la forte appropriation et au leadership des autorités nationales, à la conception simplifiée du projet, à la forte supervision du projet et à la période et aux objectifs réalistes de mise en œuvre. Les activités et les approches qui ont été mises à l'essai dans le cadre de programmes antérieurs sont devenues la base de données probantes du GPEG (p. ex. ciblage fondé sur l'équité, subventions aux districts et aux écoles, renforcement des capacités locales de planification et de suivi). En limitant les activités à celles qui avaient déjà reçu un appui (et qui avaient été mises à l'essai sur le terrain) au Ghana, le GPEG a pu verser tous les fonds et mener à bien les activités du projet dans un délai de quatre ans (en fait, la plupart des activités étaient terminées au cours de la troisième année de mise en œuvre).

Pendant la mise en œuvre du GPEG, le Ghana a subi d'importants chocs externes et internes dus à la baisse des prix du pétrole, du gaz et de l'or, ce qui a entraîné d'importantes pressions budgétaires et a rendu impossible le maintien du niveau des subventions accordées aux districts et aux écoles dans le cadre du GPEG. Toutefois, toutes les autres activités clés du programme ont été maintenues après la clôture du GPEG, notamment le programme de formation diplômantes pour les enseignants non formés en éducation de base (UTDBE), qui s'est avéré aussi efficace que les programmes existants de formation initiale des enseignants à un coût nettement inférieur, la formation continue des enseignants dans les écoles et les regroupements scolaires, le réseau de tutorat des enseignants et les procédures instaurées par le GPEG pour l'évaluation des performances et la promotion des chefs d'établissement et pour la présentation de rapports sur les performances des écoles par les superviseurs au niveau des cercles.

4.2. DESCRIPTION DE L'ESPIG

L'ESPIG proposé comprend une allocation ordinaire par pays (d'un montant de 9,4 millions de dollars) et un financement du fonds à effet multiplicateur (d'un montant de 15 millions de dollars). Les 24,4 millions de dollars sollicités dans le cadre de cet ESPIG sont combinés au crédit de l'IDA d'un montant de 150 millions de dollars pour cofinancer le programme gouvernemental quinquennal intitulé Projet de responsabilisation du Ghana en matière de résultats d'apprentissage (Ghana Accountability for Learning Outcomes Project- GALOP). Le cofinancement du GALOP par l'IDA a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 24 octobre 2019 et devrait entrer en vigueur en janvier 2020, tandis que l'entrée en vigueur de la partie financée par l'ESPIG est provisoirement prévue pour le 14 février 2020. Le programme GALOP vise le sous-secteur de l'éducation de base, y compris les classes maternelles (KG1 et KG2) et primaires (P1 à P6), et consiste en des activités de portée nationale au niveau du système ainsi qu'en des activités d'apprentissage ciblant environ 10 000 écoles publiques de base (environ la moitié du total) qui connaissent les plus grandes difficultés en termes de résultats d'apprentissage et de ressources. La sélection de ces écoles est fondée sur une méthodologie de ciblage scolaire rigoureuse qui tient

compte à la fois des inégalités en matière d'apprentissage et de la pauvreté en tant que facteurs clés de sélection.

En prenant en compte les réussites et les enseignements tirés du programme GPEG, le GALOP appuie et élargit d'une part les activités et les projets pilotes des autorités nationales qui ont déjà donné des résultats positifs et dont l'appropriation par les autorités nationales est confirmée (tableau de bord de la responsabilisation, subventions pour l'apprentissage scolaire et subventions de district), et d'autre part fait avancer les activités prometteuses mises en œuvre récemment par d'autres partenaires du développement et ainsi sert de levier pour que le secteur de l'éducation du Ghana en bénéficie à l'avenir.

L'objectif de développement du programme est d'améliorer la qualité de l'éducation dans les écoles publiques d'éducation de base peu performantes et de renforcer l'équité et la responsabilité du secteur de l'éducation au Ghana. La réalisation de l'objectif de développement du programme est mesurée par quatre résultats : 1) augmentation du pourcentage d'écoles ciblées dont les pratiques d'enseignement répondent aux normes d'inspection ; 2) élèves bénéficiant d'activités visant à améliorer l'apprentissage (ventilées par genre) ; 3) augmentation du pourcentage d'écoles primaires et d'écoles de base ciblées dont le ratio élèves-enseignant formé est inférieur à 50 pour 1 ; et 4) augmentation du nombre d'écoles utilisant les données du tableau de bord de la responsabilisation lors des réunions de regroupements scolaires. Les indicateurs de l'objectif de développement du programme mesurent l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les écoles d'éducation de base peu performantes, le renforcement de l'équité dans le secteur de l'éducation et le renforcement de la responsabilité au sein du secteur de l'éducation.

Le programme comprend quatre composantes. Les trois premières utilisent un financement basé sur les résultats (RBF) analysés à partir des indicateurs servant de base aux décaissements (IBD), pour un montant total de 160 millions de dollars, soit 92 % du coût total du programme. La quatrième composante sera décaissée sur la base des directives de la Banque mondiale en matière de financement des projets d'investissement (FPI), y compris des plans de mise en œuvre, d'acquisition et de formation régulièrement mis à jour, examinés et approuvés par la Banque mondiale.

Composante 1 (L'allocation en fonction des indicateurs servant de base aux décaissements de 50 millions de dollars, dont 5 millions de dollars de l'ESPIG du PME) vise à renforcer l'enseignement et l'apprentissage par (i) le renforcement des capacités des enseignants et la prestation de formations innovantes en cours d'emploi, (ii) le leadership pédagogique et (iii) la fourniture de matériels d'enseignement et d'apprentissage (TLM). Les activités spécifiques comprennent la formation en cours d'emploi sur le nouveau programme d'études et sur l'enseignement ciblé, la formation des équipes de soutien de district et des chefs d'établissement pour leur permettre d'apporter un soutien à l'école et de diriger et d'encadrer l'enseignement, et la fourniture de matériels d'enseignement et d'apprentissage pour le nouveau programme d'études et de matériels appropriés pour les élèves handicapés.

Composante 2 (L'allocation en fonction des indicateurs servant de base aux décaissements de 63 millions de dollars, dont 5 millions de dollars de l'ESPIG du PME) vise à renforcer les systèmes

d'appui et de ressources aux écoles en (j) accordant des subventions d'apprentissage pour des activités axées sur l'apprentissage, (ii) en renforçant les capacités de gestion de l'éducation au niveau des districts afin qu'ils puissent aider les écoles à élaborer, mettre en œuvre et suivre les plans d'amélioration des performances scolaires (SPIP), et (iii) en soutenant les comités de gestion des écoles (SMCs) pour renforcer leur capacité de gestion financière responsable et transparente des ressources ainsi que l'engagement des citoyens.

Composante 3 (L'allocation en fonction des indicateurs servant de base aux décaissements de 47 millions de dollars, dont 8 millions de dollars provenant de l'ESPIG du PME) vise à renforcer la responsabilité en élaborant et en mettant en œuvre (i) un cadre de responsabilité de l'apprentissage, (ii) une stratégie d'évaluation nationale et (iii) des réformes politiques pour une gestion efficace des ressources humaines du secteur de l'éducation. Cette composante appuiera la mise en place de systèmes de données numérisées sur la responsabilisation, notamment l'observation harmonisée des enseignements dans les classes, le recensement annuel des écoles par le SIGE et le tableau de bord en temps réel des données sur la responsabilisation. La stratégie d'évaluation nationale sera déployée avec la mise en œuvre d'une évaluation nationale de l'apprentissage au niveau P4. Cette composante appuiera également l'élaboration et l'approbation d'une réforme des politiques visant à améliorer l'efficacité des enseignants.

Composante 4 (13,9 millions de dollars, dont 5,9 millions de dollars provenant de l'ESPIG du PME) apporte une assistance technique, un soutien au renforcement institutionnel, au suivi et à la recherche. L'allocation de l'ESPIG pour l'appui à la mise en œuvre de l'agent partenaire est de 0,5 million de dollars.

La théorie du changement du GALOP répond aux objectifs stratégiques du PME en matière d'équité, d'efficience et de résultats d'apprentissage. Le programme est aligné sur le PSE/ESMTDP, intègre la mise en œuvre par le ministère de l'Éducation et le Service de l'éducation du Ghana et favorise le suivi des résultats convenus grâce aux indicateurs existants du SIGE/PSE, le cas échéant. Par rapport au précédent ESPIG (GPEG), le GALOP améliore l'alignement de l'aide dans deux domaines : (i) le GALOP est inclus dans le Cadre de dépenses à moyen terme, et (ii) le financement est versé sur un compte de trésorerie spécifique (contrairement au GPEG pour lequel les fonds étaient déposés sur un compte dédié dans une banque commerciale).

Le programme GALOP tient compte des questions de genre et d'inclusion des personnes handicapées et soutient les interventions connexes suivantes :

- La composante 1 comprend notamment la sensibilisation à la protection de l'enfance, à la sécurité dans les écoles et à l'inclusion des personnes handicapées, dans le but d'aider à résoudre les problèmes liés à la violence en milieu scolaire ;
- La formation des enseignantes et enseignants de maternelle dans le cadre de la composante 1 du programme comprend le diagnostic des handicaps, la sensibilisation à la violence sexiste en milieu scolaire et la pédagogie inclusive pour assurer une identification rapide et une réponse adéquate aux besoins des élèves en éducation spécialisée ;

- L'évaluation technique de la composante 4 portera sur l'examen du manuel des enseignants/code de conduite pour le suivi et la promotion de milieux scolaires favorable aux enfants, et les campagnes de communication prévues sensibiliseront les enseignants et les communautés à l'éducation inclusive et à la violence sexiste ;
- Mesure des stéréotypes sexistes et des perceptions biaisées du genre dans le comportement des enseignants grâce à l'outil d'observation des cours ;
- Ventilation par sexe de l'indicateur de l'objectif de développement du programme portant sur le nombre d'élèves bénéficiant directement des activités visant à améliorer l'apprentissage ;
- Des dispositions pour l'évaluation des élèves ayant des besoins particuliers seront incluses dans l'élaboration de la Stratégie nationale d'évaluation ;
- La refonte des comités de gestion des écoles favorisera une participation accrue des femmes dans la gouvernance des écoles, ainsi que la participation des élèves handicapés et/ou des parents d'élèves handicapés lorsque cela est possible ;
- L'amélioration de la collecte de données sur les élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux pour une meilleure allocation et planification des ressources. Le tableau de bord de la responsabilisation couvrira toutes les écoles publiques de base au Ghana, y compris les écoles spécialisées pour les élèves handicapés. Il comprendra un module sur la scolarisation, le type de handicap d'apprentissage et la fréquentation des élèves ayant des besoins éducatifs particuliers.

Tableau C : Composantes et coûts de l'ESPIG

		Financement PME USD	PME % du total	Financemenet Banque mondiale USD	Montant total USD	% du total
	Total de l'AMP	24 400 000				
Part fixe						
Composantes du programme						
A	Composante 1. Renforcer l'enseignement et l'apprentissage par un soutien et des ressources pour les enseignants (RBF, comprends tous les résultats de l'IBD 1)	5 000 000	20,5 %	45 000 000	50 000 000	28,7 %
B	Composante 2. Renforcer le soutien, la gestion et les ressources des écoles (RBF, comprends tous les résultats de l'IBD 2)	5 000 000	20,5 %	58 000 000	63 000 000	36,1%
C	Composante 3. Renforcer les systèmes de responsabilisation	Voir part variable		30 000 000[51]	30 000 000	17,2 %

[51] Le documents d'évaluation de projet indiquent une allocation de 39 millions de dollars de l'IDA pour la composante 3, mais le tableau présenté ici traite séparément de la part variable et des composantes. Étant donné que 9 millions de dollars de l'allocation de l'IDA au titre

	pour l'apprentissage (RBF, comprends les résultats de l'IBD 3, 4, 5 sauf les IBD 3.2, 4.3, 5.1 et 5.2, qui sont intégrés à la part variable)				
D	Composante 4. Assistance technique, renforcement institutionnel, suivi et recherche	5 900 000	24,2 %	8 000 000	13 900 000	8 %
	Total partiel des composantes	**15 900 000**	**65,2 %**	**141 000 000**	**156 900 000**	**90 %**
	Coûts encourus par l'agent partenaire au titre du soutien à la mise en œuvre	**500 000**	**2 %**	**0**	**500,000**	**0,3 %**
	Part variable					
A	Equité : Amélioration de l'équité dans la répartition des enseignants formés en maternelle et en primaire dans les écoles ciblées (IBD 5.1 pour les maternelles et IBD 5.2 pour les écoles primaires)	3 000 000	12,3 %	4 000000	7 000 000	4%
B	Efficience : Responsabilité accrue en matière d'apprentissage dans les écoles publiques de base (IBD 3.2)	3 000 000	12,3 %	3 000 000	6 000 000	3,4%
C	Résultats d'apprentissage : Amélioration des compétences en mathématiques et en anglais en P4 dans les écoles ciblées (IBD 4.3)	2 000 000	8,2 %	2 000 000	4 000 000	2,3%
	Sous-total Part variable	**8 000 000**	**32,8 %**	**9 000 000**	**17 000 000**	**9.7%**
	TOTAL (y compris les coûts encourus par l'agent partenaire au titre du soutien à la mise en œuvre)	**24 400 000**	**100 %**	**150 000 000**	**174 400 000**	**100 %**
	Commissions de l'agent partenaire	427 000				

4.3. Évaluation du document de programme

Pour la requête du Ghana, le processus d'examen de la qualité du Secrétariat du PME (QAR) a été conduit dans le cadre des projets pilotes de revue de la qualité « adaptés aux besoins ». Les projets pilotes menés avec la Banque mondiale visent à améliorer l'efficience et à réduire les coûts de transaction, et comprennent des calendriers plus souples pour les activités d'examen de la qualité et

du volet 3 soutiennent les résultats servant de base aux décaissements de la part variable, ce montant est déduit de la composante 3 et ajouté à la section relative à la part variable du financement de l'IDA.

pour la communication des commentaires du Secrétariat du PME aux réunions d'examen des agents partenaires. Au cours de la phase 1 du QAR, le Secrétariat a fourni des commentaires sommaires sur la note conceptuelle du projet (PCN) et a participé à la réunion d'examen de la note conceptuelle de l'agent partenaire. Le Secrétariat a ensuite fourni des commentaires écrits comme contribution à l'examen de l'amélioration de la qualité (QER) de l'agent partenaire et à la réunion de décision sur le document d'évaluation de projet en phase de préévaluation (preappraised PAD). Au stade du QER, les commentaires du Secrétariat ont porté sur la conception du programme (y compris sur le ciblage des écoles et des activités), la pérennité des subventions aux districts et des subventions pour l'apprentissage, les dispositions institutionnelles ainsi que sur les stratégies de la part variable proposées dans chacun des trois domaines. Au cours du QER, le projet de PAD ne comprenait pas d'évaluation détaillée des coûts, mais cette dernière a été effectuée depuis lors. Les recommandations de la phase 2 du QAR portant sur les normes de qualité du programme et la part variable ont été prises en compte dans la requête finale.

La **conception du programme** est solide et conforme aux objectifs d'équité, d'efficience et de résultats d'apprentissage du PME. La modalité de financement basé sur les résultats et l'utilisation des systèmes gouvernementaux favorisent la réalisation des objectifs du PME en vue d'un meilleur alignement sur les systèmes gouvernementaux et de leur renforcement. Le programme GALOP appuie directement la mise en œuvre de l'ESSP 2018-2030 et de l'ESMTDP 2018-2021 du Ghana. Il répond aux défis cruciaux fondés sur des données probantes identifiés dans le cadre de l'analyse sectorielle de l'éducation et de l'ESSP et appuie les efforts déployés par le Ghana pour améliorer les résultats d'apprentissage (composante 1) et l'efficience (par des mesures visant à améliorer la responsabilisation du personnel chargé d'améliorer les résultats d'apprentissage, composantes 2 et 3), dans une optique d'équité - en ciblant les écoles qui présentent des niveaux d'apprentissage plus faibles, qui ont une plus faible proportion d'enseignants formés et qui sont situées dans des zones où les niveaux de pauvreté sont plus élevés. Il s'appuie sur les données probantes actuellement disponibles et s'appuie sur des expériences et des initiatives pilotes dont le succès et l'appropriation ont été démontrés. Les composantes du programme sont ancrées dans une chaîne de résultats logique qui relie les activités, les réalisations et les résultats de manière cohérente. Les activités de base du programme GALOP portant sur l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage, les subventions aux écoles en matière d'apprentissage et le tableau de bord de la responsabilisation permettent d'étendre à l'ensemble des écoles ciblées les programmes existants dont les résultats ont été concluants.

Le **budget du programme** reflète la conception de son financement qui est presque exclusivement basée sur les résultats. Ainsi 92 % (160 millions de dollars) du budget total de 174,4 millions de dollars est basé sur les indicateurs servant de base aux décaissements (IBD)/indicateurs servant de base aux résultats (IBR). L'approche du financement de projet d'investissement (FPI) est utilisée pour seulement 8 % du budget. Les autorités nationales et l'agent de partenaire ont suivi un processus rigoureux pour établir les coûts associés à la réalisation des cibles des IBD. Le budget du programme GALOP vise à combler le déficit de financement cumulé du ESSP établis à 4 835 millions de dollars, soit 988 millions de dollars, pendant la période de mise en œuvre du GALOP. Le programme couvre

près de 18 % du déficit de financement, et ses ressources sont spécifiquement affectées pour financer les 385 millions de dollars requis pour atteindre les objectifs des autorités nationales en matière d'amélioration de la qualité de l'éducation de base et de renforcement de la responsabilité dans la prestation des services. La répartition du budget entre les composantes et la période de mise en œuvre est équilibrée et conforme à l'ambition des IBR. Le financement du PME doit être décaissé durant toutes les années de mise en œuvre du programme (soit de la première à la cinquième année). La part variable représente près de 33 % de l'ESPIG. Les coûts d'appui à la mise en œuvre de l'agent partenaire s'élèvent à 500 000 USD - soit 2 % de l'ESPIG. Ce montant de 100 000 USD par an est proportionnel à la taille du financement.

Le **suivi et l'évaluation** du programme GALOP sont alignés sur le PSSE 2018-2030 et ancrés dans les systèmes gouvernementaux. Comme le programme proposé fournit une mesure plus granulaire des activités du PSSE en ce qui concerne la responsabilisation et les résultats d'apprentissage, il est recommandé que le cadre de suivi du PSSE soit mis à jour pour y intégrer l'évaluation des résultats du GALOP dans le cadre du prochain processus d'examen des plans sectoriels et de ma Semaine nationale de l'éducation. Les stratégies et les méthodes de suivi des activités et des résultats sont clairement décrites. Les protocoles de vérification et de décaissement des IBD/IBR indiquent clairement les méthodes, les parties prenantes impliquées et comment les capacités des agents de vérification des IBD seront renforcées. Le cadre de résultats est approprié et complet. Il définit précisément les indicateurs, les mesures, les sources de données, ainsi que les agents de vérification proposés. Les réalisations et les résultats sont bien formulés et ventilés par genre le cas échéant (par exemple, les résultats mesurant les bénéficiaires directs, tels que les élèves et les enseignants).

En ce qui concerne les **dispositions fiduciaires, de mise en œuvre et de préparation**, celles-ci reposent sur les systèmes gouvernementaux existants, en intégrant les responsabilités liées au programme dans les départements du ministère de l'Éducation et du GES tout en renforçant leurs capacités. Les dispositions de mise en œuvre sont clairement décrites, et déterminent les acteurs responsables et leurs rôles au niveau des activités, et détaillent les processus de gestion financière, de gestion des passations de marchés, de versement des fonds, ainsi que le rôle de l'agent partenaire dans son appui à la mise en œuvre et à la supervision. Le programme GALOP a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 24 octobre 2019. La partie financée par l'IDA devrait entrer en vigueur en janvier 2020 et celle financée par le PME en février 2020.

Le programme GALOP comprend une matrice rigoureuse **d'identification des risques** ainsi que des **mesures d'atténuation** pertinentes. Toutes les principales catégories de risques sont examinées. La plupart des risques sont évalués comme étant modérés, à l'exception des risques techniques et de ceux liés à la capacité de mise en œuvre, qui sont considérés comme substantiels (soit le niveau intermédiaire entre un risque élevé et un risque modéré sur une échelle qui va de faible à élevé). L'évaluation des risques techniques est considérée comme substantielle par l'agent de partenaire en raison du niveau d'ambition du programme qui vise à améliorer les résultats d'apprentissage dans les 10 000 écoles les plus défavorisées (indicateur visant les résultats d'apprentissage de la part variable). Les résultats de l'évaluation de l'éducation nationale la plus récente de ces écoles se sont détériorés entre 2016 et 2018, et il est très ambitieux d'inverser cette tendance. Cette situation est d'autant plus

confuse que les effets négatifs potentiels de l'attachement d'incitations financières (RBF/part variable IBD) aux améliorations des résultats d'apprentissage mesurés par des tests, qui peuvent aboutir à l'utilisation de manigances visant à biaiser les tests pour atteindre des cibles d'évaluation prédéfinies, fausseraient ainsi l'objectif même des évaluations de l'apprentissage. Les principales mesures d'atténuation sont (i) la limitation du montant des incitations (4 millions de dollars, dont 2 millions de dollars provenant de l'ESPIG du PME) et (ii) le fait qu'il n'y ait pas de cible prédéfinie pour le pourcentage d'apprenants atteignant le niveau de compétence dans le cadre de l'IBD connexe, ce qui pourrait autrement servir d'incitatif pervers pour faire croire que les résultats ont été atteints par des tests biaisés. Malgré ces écueils, l'utilisation d'une modalité de RBF est considérée comme une garantie pour maintenir une orientation vers les résultats dans un contexte d'incertitude budgétaire.

En ce qui concerne **la pérennité**, le programme encourage les réformes à l'échelle du système et les changements de comportement des enseignants et des structures d'appui qui sont susceptibles de persister au-delà de la durée du programme GALOP. Il s'agit notamment : (a) de former les enseignants à un enseignement ciblé et à une pédagogie structurée ; (b) d'accroître l'inclusion dans l'éducation en enseignant au niveau approprié de l'enfant ; (c) de réformer le rôle du superviseur au niveau des cercles en le faisant évoluer du rôle d'inspecteur à celui d'instructeur et de mentor; (d) de former les chefs d'établissement à la direction pédagogique ; (e) d'accroître l'utilisation des données pour la prise de décision par la création d'un tableau de bord intégré de la responsabilisation et l'institutionnalisation des réunions de partage des données au niveau des regroupements scolaires ; et (f) de réformer les politiques pour améliorer la performance, le déploiement et le perfectionnement professionnel des enseignants. Il restera difficile de maintenir les quantités de ressources fournies telles que les matériels d'enseignement et d'apprentissage ou les subventions d'apprentissage aux écoles. Toutefois, ces apports ponctuels destinés à appuyer le déploiement du nouveau programme d'études et l'introduction d'un enseignement ciblé et d'une pédagogie structurée constitueront une base solide en vue de l'amélioration de l'apprentissage et fourniront au ministère de l'Éducation des éléments solides pour appuyer ces activités à la fin du programme si celui-ci a eu des effets positifs sur l'apprentissage.

Comme nous l'avons déjà mentionné dans le présent rapport, le programme est solide en termes **d'efficacité de l'aide** et marque une nette amélioration par rapport à l'ESPIG précédent. Il est entièrement aligné sur l'ESSP 2018-2030, reflète le consensus du ESWG, la mise en œuvre est intégrée au ministère de l'Éducation et au GES et suit une approche harmonisée du suivi et de l'établissement des rapports. Les systèmes nationaux de comptabilité, d'audit et de passation de marchés seront utilisés dans une large mesure, ce qui montre clairement une amélioration de l'alignement. La vérification indépendante des IBD/IBR vise à utiliser, dans la mesure du possible, les institutions du pays.

5. PART VARIABLE

5.1. **Description de la part variable :**

Bien qu'une grande partie du financement du PME (18 millions de dollars) soit programmée comme un financement basé sur les résultats et réparti entre cinq groupes d'IBR, il existe aussi, dans le

cadre des IBD 3, 4 et 5, quatre IBR de portée générale qui sont associés à un financement de 8 millions de dollars du PME (soit 33 % de l'ESPIG) et à 9 millions de dollars de l'IDA. Cela correspond à la « part variable » qui est régie par des stratégies visant à améliorer l'équité, l'efficience et les résultats d'apprentissage. Ces stratégies sont présentées ci-dessous :

La **stratégie relative à l'équité** vise à accroître le pourcentage d'écoles primaires et d'écoles de l'enseignement secondaire dont le ratio élèves-enseignant formé est inférieur à 50 pour 1, afin d'améliorer la rétention et les résultats d'apprentissage. Les écoles dont le ratio élèves-enseignant formé est supérieur à 50 pour 1 se trouvent principalement dans les régions les plus défavorisées du Ghana sur les plans éducatif et économique et font partie des 10 000 écoles les plus défavorisées visées par le programme. Dans ces écoles, le ratio élèves-enseignant formé moyen en classe de maternelle et au primaire est de 39 pour 1 et de 37 pour 1, respectivement. Toutefois, dans environ 25 % d'entre elles, le ratio élèves-enseignant formé est supérieur à 50 pour 1. Compte tenu de la part du budget public consacrée à la rémunération des enseignants, les disparités dans l'affectation des enseignants formés reflètent une disparité dans l'allocation des ressources publiques, qui affecte de manière disproportionnée et négative ces écoles pourtant déjà défavorisées.

La sous-composante 3.3 de la part fixe du programme GALOP soutient les réformes des politiques relatives aux enseignants pour une gestion efficace des ressources humaines du secteur de l'éducation et des pratiques administratives et de direction, améliorant ainsi l'équité dans la répartition des enseignants formés. Il s'agira notamment de politiques de recrutement, de déploiement, de transfert et d'incitation des enseignants, de sélection des chefs d'établissement sur la base du mérite, de révision des normes applicables aux enseignants, d'examen des effectifs et des postes vacants au niveau des écoles, et d'introduction de temps consacré au perfectionnement professionnel dans le cycle d'enseignement.

La stratégie d'équité prévue dans la part variable fournira des incitations à la mise en œuvre effective des réformes politiques susmentionnées en mettant l'accent sur les écoles les plus défavorisées, notamment les 25 % d'écoles les moins bien pourvues (soit celles ayant des ratio élèves-enseignant formé supérieurs à 50 pour 1). L'examen et la mise en œuvre des politiques de recrutement, de déploiement, de transfert et d'incitation des enseignants permettront une réaffectation des enseignants existants et le déploiement de nouveaux enseignants en fonction des données collectées. Le ministère de l'Éducation reconnaît les avantages de la rationalisation du déploiement des enseignants, de la fourniture d'une formation spécialisée aux enseignants de l'enseignement secondaire et de l'introduction d'une direction d'école fondée sur le mérite, mais il est également conscient des défis politiques et des risques importants associés à sa mise en œuvre, qui, dans le passé a conduit à une répartition inéquitable des enseignants. La stratégie d'équité aura un impact sur les résultats d'apprentissage en réduisant la taille des classes, en renforçant le moral et la motivation des enseignants et en augmentant les possibilités pour les enseignants de s'engager dans le développement professionnel.

L'impact prévu de la stratégie d'équité est une augmentation de 15 points de pourcentage (de 75 % à 90 %) de la part des écoles primaires et des écoles maternelles défavorisées dont le ratio

élèves-enseignant formé est inférieur à 50 pour 1. Cela équivaut à une amélioration du ratio élèves-enseignant formé d'environ 1 500 écoles actuellement les plus défavorisées. Cette cible est ambitieuse car elle vise à affecter des enseignants aux écoles qui n'ont pas suffisamment d'enseignants formés ou qui ont du mal à les conserver. En outre, en ventilant les effectifs au niveau des écoles maternelles, l'IBR se concentre sur l'amélioration de la qualité de l'éducation au niveau de la petite enfance, ce qui renforce l'équité.

L'IBR 5.1 relatif aux écoles maternelles permettra le décaissement au prorata de 2 millions de dollars de l'ESPIG et de 2 millions de dollars de l'IDA. Ces IBR tirent également parti des résultats visés par l'Initiative pour l'amélioration de l'apprentissage et du développement des jeunes enfants à grande échelle (BELDS) financée par le PME au Ghana (avec l'UNICEF comme agent partenaire), dans le cadre de laquelle un plan national de mise en œuvre chiffrée de l'éducation de la petite enfance a été élaboré. Les programmes GALOP et BELDS se renforcent mutuellement. Le programme GALOP apporte des incitations à la réalisation des cibles définies dans le cadre de BELDS et les intègre dans sa conception sous la forme d'un IBR axé sur l'éducation de la petite enfance.

Le principal IBR 5.2 (composante 3) relatif au ratio élèves-enseignant formé permettra d'obtenir un décaissement calculé au prorata de 1 million de dollars de l'ESPIG et de 2 millions de dollars de l'IDA ;

Stratégie relative à l'efficience : La stratégie relative à l'efficience consiste à établir et à rendre opérationnel un cadre de « responsabilisation en matière d'apprentissage » aux niveaux central et décentralisé, en s'appuyant sur les activités de la composante 3 (par exemple, harmonisation des inspections scolaires et création d'un tableau de bord contenant des informations en temps réel sur les performances des écoles par rapport aux indicateurs clés) et en le faisant apparaître dans la chaîne de résultats de l'IBR 3. Les écoles ciblées participeront à des réunions de regroupements scolaires organisées pour examiner les données du tableau de bord de la responsabilisation. Cet indicateur est considéré comme évolutif car il nécessite la mise en place d'un cadre fonctionnel de responsabilisation pour l'apprentissage, une intégration complète des systèmes de données existants, la mise au point d'un tableau de bord accessible et éclairant la prise de décision, la collecte annuelle de données en temps réel sur toutes les écoles d'éducation de base, l'élaboration automatisée des bulletins scolaires, une campagne de communication globale pour améliorer l'engagement des citoyens et enfin l'organisation de réunions de regroupements scolaires avec les chefs d'établissement ainsi que les membres des comités de gestion des écoles. En outre, en intégrant les résultats d'apprentissage et les indicateurs de responsabilité dans le tableau de bord, le cadre permet d'utiliser les données collectées pour améliorer l'apprentissage.

La cible retenue pour le décaissement est qu'à la fin du programme, 70 % de toutes les écoles participent à des réunions annuelles pour discuter des données sur les performances et d'encourager les pratiques exemplaires et l'échange de connaissances entre les écoles. Les réunions doivent être organisées par les superviseurs au niveau des cercles pour « discuter des données recueillies sur le tableau de bord de la responsabilisation (y compris les comparaisons aux niveaux national, régional et du district) et pour encourager le partage des meilleures pratiques, des connaissances et des

innovations entre les écoles d'un même regroupement scolaire » (p. 25). Les indicateurs de performance à discuter comprennent l'absentéisme des enseignants, l'assiduité des élèves, le montant de la subvention de capitation reçue et le nombre de visites des superviseurs au niveau des cercles. Cette approche relativement « douce » de l'amélioration de la redevabilité (par exemple, identifier les écoles qui sont en avance ou en retard et en discuter dans un forum public) s'est révélée prometteuse dans le cadre du programme de partenariat pour l'apprentissage[52] de l'USAID et est pertinente pour une utilisation des ressources[53] plus efficace et axée sur l'apprentissage.

La réalisation de l'IBR 3.2 relatif à l'efficience (composante 3) permettra d'obtenir un décaissement calculé au prorata de 3 millions de dollars de l'ESPIG et de 3 millions de dollars de l'IDA.

Stratégie relative aux résultats d'apprentissage : Cette stratégie vise à renverser la tendance à la baisse des résultats d'apprentissage des élèves de niveau P4 dans les 10 000 écoles ciblées et à augmenter la proportion d'élèves qui atteignent le niveau de compétence en mathématiques et en anglais au cours des cinq années du programme. La « compétence » est définie comme un résultat (individuel) à un test pour lequel au moins 55 % des réponses sont correctes (19,25 réponses correctes aux tests du niveau P4). Comme indiqué dans la section 1.2.2, les résultats d'apprentissage du Ghana sont faibles. Ils ont stagné au niveau national au cours des cinq dernières années et se sont détériorés pour les écoles les plus défavorisées. Pour y remédier, la composante 1 de la part fixe du programme GALOP assurerait la formation des enseignants sur le nouveau curriculum, l'enseignement ciblé et la pédagogie structurée, la formation au soutien scolaire et le leadership pédagogique, et du matériels d'enseignement et d'apprentissage supplémentaire. La composante 2 de la part fixe offrirait des subventions d'apprentissage en complément de la subvention par élève et des lignes directrices sur les dépenses, comprenant un ensemble d'activités axées sur l'amélioration de l'apprentissage. Ces activités devraient améliorer la qualité des pratiques d'enseignement et le niveau des ressources des écoles, ce qui, à terme, permettra d'améliorer les résultats d'apprentissage qui sont actuellement faibles. La stratégie relative aux résultats d'apprentissage est bien définie dans la chaîne de résultats décrite dans les IBR 1, 2 et 4.

Les résultats d'apprentissage seront suivis pendant la durée du programme grâce à l'introduction (dans le cadre du nouveau cadre national d'évaluation de l'apprentissage) d'un test au niveau P4 inspiré de l'évaluation de l'éducation nationale existante en P4. Cette dernière a été jusqu'à présent basée sur un échantillon, biennale qui inclut les écoles privées. Par conséquent la dernière évaluation menée en 2018 ne serait pas représentative et comparables aux résultats obtenus dans les écoles ciblées par le programme. Le programme appuiera une évaluation révisée des élèves P4 dans les écoles ciblées, avec une valeur de référence établie en 2020 ou 2021, ce qui permettra de procéder à deux ou trois cycles d'évaluation pendant la durée du projet. L'évaluation révisée des élèves de P4

[52] Partenariat pour l'apprentissage de l'USAID. Le projet est axé sur l'amélioration des performances en lecture et en mathématiques dans les écoles primaires du Ghana des classes de KG2 à P2 grâce à un soutien pédagogique structuré et à l'INSET, et vise 100 districts.
[53] Akyeampong, K., 2017. Responsabilité dans le secteur de l'éducation : Le cas du Ghana. Document de référence, Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2017. Dans ce document de référence, Akyeampong formule la recommandation suivante : « la politique de décentralisation doit également faire évoluer la responsabilité basée sur des mécanismes administratifs vers des initiatives de responsabilisation et d'autonomisation des communautés pour améliorer la qualité de l'éducation » - un objectif vers lequel l'approche du tableau de bord de responsabilisation et des réunions annuelles tente de favoriser.

continuera d'être effectuée tous les deux ans et il est actuellement prévu qu'elle soit basée sur un recensement, englobant toutes les écoles de base publiques et privées du Ghana, y compris les 10 000 écoles ciblées. Cependant, étant donné les implications financières d'une évaluation par recensement ainsi que les considérations relatives au maintien de l'évaluation à un faible niveau, le programme stipule que la stratégie d'évaluation nationale actuellement en cours de préparation en tant qu'IBD de l'année 0, déterminera si le test sera fondé sur un recensement ou sur un échantillon. Dans le cas où la conception serait modifiée en faveur d'une évaluation basée sur un échantillon, le test au niveau P4 portera sur un échantillon représentatif des 10 000 écoles ciblées. Les erreurs de mesure concernant les évaluations par échantillon seraient atténuées par une assistance technique pour l'élaboration des questions du test, l'élaboration de la théorie de la réponse d'item et l'analyse des résultats, ainsi que par un plan opérationnel qui comprendrait une phase de test de l'évaluation avant sa généralisation. L'agent de vérification indépendant et l'agent partenaire procéderont également un examen de la qualité afin de réduire au minimum les distorsions liées à l'échantillonnage et les erreurs de mesure.

Le décaissement de l'IBR 4.3 au titre des résultats d'apprentissage, soit 2 millions de dollars de l'ESPIG et 2 millions de dollars de l'IDA, sera conditionné par toute augmentation des compétences en mathématiques et en anglais des élèves de niveau P4 dans les écoles ciblées par rapport au niveau de référence. Les résultats finaux seront évalués en 2023, peu de temps avant la fin du programme GALOP.

5.2. Évaluation de la part variable

Alignement sectoriel : Les stratégies et indicateurs proposés sont alignés sur l'EPSS 2018-2030 et ont été validés par l'ESWG (le GLPE du Ghana)**.** L'ESSP prévoit (i) la mise en œuvre d'un cadre de responsabilisation pour l'apprentissage, qui se traduit en pratique dans la stratégie d'**efficience** du programme GALOP et dans l'IBR correspondant, (ii) l'amélioration des résultats d'apprentissage grâce à un ensemble d'activités appuyées par le programme GALOP et évaluées par l'IBR relatif aux résultats d'**apprentissage**, et (iii) la répartition équitable des enseignants, qui constitue une priorité de l'ESSP pour 2018-2030, évaluée en fonction de la proportion de districts disposant d'un ratio élèves-enseignant approprié (la moyenne nationale de référence de l'ESSP étant de 35 pour 1 au niveau du primaire, ce qui correspond à l'IBR en matière d'**équité** du programme GALOP qui se concentre sur les écoles les plus mal dotées où les ratios élèves-enseignant et les ratios élèves-enseignants formés sont bien supérieurs au niveau recommandé.

Pertinence des stratégies retenues en matière d'équité, d'efficience et d'apprentissage : Les stratégies présentées dans la section 4.1 montrent le lien évident entre les stratégies, les objectifs qu'elles poursuivent et les indicateurs mesurant les domaines relatifs à l'équité, à l'efficience et aux résultats d'apprentissage. La **stratégie d'équité** cherche à résoudre une disparité significative du ratio élèves-enseignant et du ratio élèves-enseignant formés qui affecte négativement la rétention et l'apprentissage dans les écoles primaires ghanéennes les plus défavorisées. La **stratégie d'efficience** s'appuie sur des données mondiales sérieuses indiquant que le partage public des informations sur les performances scolaires a un impact positif sur la responsabilité au regard des

résultats, ce qui est confirmé par les projets pilotes déjà mis en œuvre dans le pays. Le programme va au-delà de la simple mise en place et de l'opérationnalisation du tableau de bord de la responsabilisation pour le partage de l'information sur les performances en fixant un objectif d'utilisation active du tableau de bord au niveau des écoles et des districts. La **stratégie d'apprentissage** tire parti des multiples activités du programme axées sur la qualité, des ressources destinées à l'amélioration de l'apprentissage et de la responsabilisation en matière d'apprentissage pour accroître la proportion d'élèves qui maîtrisent les mathématiques et le langage, ce qui permet de remédier à l'absence de progrès dans les résultats d'apprentissage observés ces dernières années au Ghana.

Effet transformateur : Les stratégies d'équité et d'apprentissage ciblent les écoles primaires du Ghana les plus défavorisées en termes de performance (10 000 écoles), tandis que la stratégie d'efficience couvre l'ensemble du système. La **stratégie relative à l'équité** décrit clairement un processus d'identification des éléments techniques et opérationnels nécessaires pour conduire à une évolution à moyen terme en ce qui concerne le déploiement et l'affectation plus équitables des enseignants, y compris un examen de la politique existante en matière de déploiement et de transfert des enseignants, le suivi de la mise en œuvre d'un déploiement axé sur les données et d'un recrutement décentralisé des enseignants. Compte tenu de la part du budget public consacrée à la rémunération des enseignants, on peut considérer que la diminution du ratio élèves-enseignant formé pour les écoles primaires et de base défavorisées a un effet transformateur en termes d'équité. La **stratégie relative à l'efficience** vise à rendre opérationnel et à utiliser pleinement à moyen terme un cadre de « responsabilisation en matière d'apprentissage » à l'échelle du système qui comprend le suivi des écoles et l'établissement de rapports, des évaluations, des mesures de soutien ciblées pour les écoles peu performantes, des processus de vérification de la conduite des enseignants. Il existe actuellement un capital d'enseignements tirés des projets pilotes menés avec succès par des bailleurs de fonds (notamment celui portant sur les bulletins scolaires mobiles de l'UNICEF et le tableau de bord de l'apprentissage de l'USAID) qui ont eu une portée géographique limitée. Le programme GALOP s'appuie sur ces projets, les consolide et en améliore la portée, les étend à l'échelle nationale et encourage leur utilisation régulière au niveau des écoles et des districts, ce qui témoigne de l'efficacité de la stratégie en matière de transformation. La **stratégie relative aux résultats d'apprentissage** témoigne de l'engagement des autorités nationales à mettre en œuvre une série d'activités interdépendantes (toutes comprises dans les quatre composantes du programme GALOP) dans les 10 000 écoles les moins performantes sur une période de cinq ans. Comme l'amélioration des résultats d'apprentissage est le but ultime de toutes les activités du programme, elle représente un résultat d'ordre supérieur dont l'amélioration signifierait une transformation du système, surtout si l'on tient compte de la tendance à la baisse des résultats d'apprentissage observée entre 2016 et 2018 dans les écoles les plus défavorisées. Cette stratégie se veut ambitieuse pour trois raisons principales. *Tout d'abord*, les dépenses publiques dans l'éducation sont insuffisantes pour couvrir les améliorations de la qualité ou tout autre investissement non salarial. En effet, plus de 95 % du budget est alloué aux paiements des salaires et à la rémunération des enseignants. Dans un environnement où les ressources sont aussi limitées, il est très difficile d'améliorer la qualité de l'apprentissage et la

qualité des pratiques d'enseignement, en particulier pour les enseignants en poste dans les écoles peu performantes et dotées de ressources insuffisantes. *Deuxièmement,* la réalisation de ces objectifs exige des changements de comportement chez les enseignants, découlant d'une amélioration de la direction, du tutorat et des appuis aux écoles. Cela représente un changement par rapport aux rôles traditionnels de l'inspecteur-enseignant, du directeur-enseignant, et de la relation enseignant-élève, afin de créer un environnement propice à l'apprentissage. L'obtention de ces résultats se traduira par une amélioration des résultats d'apprentissage dont la pérennisation sera possible grâce à un changement de comportement. *Troisièmement,* la stratégie vise à inverser une tendance actuellement à la baisse. En 2016, le pourcentage d'élèves de niveau P4 ayant des compétences en mathématiques et en anglais était de 22 % et 37 % respectivement. En 2018, ces chiffres sont tombés à 19 % pour les mathématiques et à 25 % pour l'anglais. Même si un niveau de référence pour l'évaluation révisée sera établi en 2020 ou 2021, ces chiffres témoignent des faibles résultats d'apprentissage et de la tendance à la baisse enregistrée ces dernières années. Cet indicateur mesure l'augmentation de la proportion d'élèves qui atteignent un niveau de compétence dans les écoles ciblées par le programme GALOP. Ces écoles sont caractérisées par des résultats faibles et à ce titre la possibilité d'y améliorer les résultats d'apprentissage de manière plus significative qu'au niveau national.

Adéquation des indicateurs et des cibles : Des valeurs de référence et des cibles bien définies sont fournies pour les indicateurs des trois dimensions (équité, efficience et résultats d'apprentissage). La **stratégie en matière d'équité** vise à faire augmenter la part des écoles primaires et maternelles avec un ratio élève-enseignant formé inférieur à 50 pour 1. Les valeurs de référence et les cibles pour les écoles maternelles sont de 74 % et 90 % respectivement, et pour les écoles primaires de 75 % et 90 % respectivement. Le financement axé sur les résultats est modulable en fonction des augmentations de points de pourcentage d'une année sur l'autre. Etant donné que le programme GALOP cible les 10 000 écoles qui ont le plus de difficultés, cette stratégie a le potentiel d'inciter au changement dans environ 1 500 écoles maternelles et primaires, ce qui semble un objectif ambitieux, atténué en partie par l'octroi d'un décaissement échelonnable. Les IBR 5.1 et 5.2 comprennent un cofinancement de 7 millions de dollars, dont 3 millions de dollars sur le financement du PME. La **stratégie en matière d'efficience** vise à utiliser plus largement les données du tableau de bord de la responsabilisation, mesurées par le nombre d'écoles participant aux réunions de responsabilisation au niveau du cercle pendant lesquelles les données sur les performances des écoles seront examinées. La valeur de base de référence est de zéro et la cible est de 15 000 écoles distinctes, ce qui signifie que 70 % des écoles publiques de base du Ghana rendront compte et utiliseront les données du tableau de bord de la responsabilisation, ce qui constitue une cible ambitieuse impliquant des changements de comportement et de mentalité des équipes de gestion des écoles qui devraient se concrétiser tout au long de la durée du programme. L'indicateur d'efficience IBR 3.1 dispose d'un cofinancement de 6 millions de dollars, dont 3 millions de dollars de l'ESPIG du PME. La **stratégie en matière de résultats d'apprentissage** devrait augmenter la proportion d'élèves de niveau P4 dans les écoles ciblées qui maîtrisent les mathématiques et l'anglais. La valeur de référence sera déterminée en 2020 ou en 2021, après le déploiement des outils d'évaluation nationaux révisés, et

l'indicateur sera mesuré de nouveau à la fin du programme pour apprécier les progrès réalisés. L'atteinte de cette cible comporte certains risques, notamment celui d'assurer la validité de la valeur de référence. L'amélioration des résultats d'apprentissage peut être plus difficile à réaliser dans les écoles ciblées, car il s'agit généralement d'écoles moins performantes. Il est justifié de récompenser toute amélioration plutôt qu'une cible prescrite pour cet indicateur, car les évaluations des résultats d'apprentissage liées aux IBD pourraient entraîner de fausses déclarations, des fraudes aux examens et un manque de décaissement si les cibles ne sont pas atteintes. Pour cette raison, les risques techniques du programme ont été évalués comme substantiels. Étant donné qu'il est important de ne pas permettre une administration défectueuse des évaluations nationales révisées pour que les cibles prévues soient atteintes, le ministère de l'Éducation fournira une définition de « l'augmentation par rapport à la valeur de référence » une fois que cette dernière aura été déterminée et mettra à jour le manuel opérationnel de l'évaluation afin de définir une augmentation statistiquement significative qui servira de norme directrice pour la décision de décaissement des IBR.

Fiabilité des moyens de vérification : Les moyens de vérification sont entièrement décrits et semblent fiables, le protocole de vérification et les rôles et responsabilités y étant clairement énoncés. Une vérification indépendante est prévue pour tous les indicateurs de la part variable (efficience IBR 3.2, apprentissage IBR 4.3, et équité IBR 5.1 et 5.2) et les règles de décaissement échelonné / de décaissement partiel sont clairement énoncées. Les candidats potentiels pour devenir des agents de vérification indépendants (AVI) sont identifiés dans le document du programme et leur indépendance par rapport aux résultats à vérifier est largement analysée. Les rôles des autorités nationales et de l'agent partenaire en ce qui concerne la sélection des AVI sont définis dans les engagements juridiques du programme et décrits en détail dans l'accord de financement. Les coûts de vérification sont couverts par le budget de la composante 4.2 du programme. Le document du programme ne décrit pas comment l'ESWG (le GLPE) sera consulté sur les IBD de la part variable. Il est donc recommandé que les résultats de la vérification des IBD/IBR de la part variable soient communiqués à l'ESWG pour discussion avant leur décaissement.

Clarté et adéquation du mécanisme de décaissement. Le mécanisme de décaissement est clairement décrit et semble adéquat. Les décaissements seront effectués pour rembourser aux autorités nationales du Ghana le paiement des salaires des enseignants, qui constitue le cadre de dépenses éligibles adopté par le programme GALOP.

6. Recommandations

Le Secrétariat conseille au Comité des financements et des performances (GPC) de recommander au Conseil d'administration d'approuver l'octroi de l'ESPIG d'un montant total de 24,4 millions de dollars au Ghana. La recommandation du Secrétariat est fondée sur l'évaluation selon laquelle le Ghana a satisfait aux prérequis de financement du PME et que le programme proposé satisfait aux normes de qualité du PME tant pour les parts fixes que variables. Le programme proposé est solide et pertinent dans le contexte du pays et bien aligné sur le plan sectoriel de ce dernier. Les indicateurs de la part variable sont basés sur les résultats sectoriels clés et leur caractère transformationnel est

explicite. Sur la base des conclusions de l'examen final de l'état de préparation, le Secrétariat suggère que le GPC examine les recommandations suivantes :

- La part variable de l'IBD en matière de résultats d'apprentissage est décaissée en fonction de toute augmentation par rapport au niveau de référence (sans que cette augmentation ne soit qualifiée) de la part des élèves qui réussissent l'évaluation au niveau P4. Cette augmentation sera clairement définie lorsque l'évaluation de base sera terminée. Le manuel de mise en œuvre du projet sera mis à jour en conséquence pour guider la décision de décaissement de l'IBR après l'évaluation finale du niveau P4. Il est recommandé que le manuel d'exécution du projet révisé comportant une définition d'une augmentation significative soit fourni au Secrétariat lorsque l'évaluation de base sera terminée.
- Le programme ne précise pas de mécanisme de consultation avec l'ESWG sur la réalisation de la part variable des IBD/IBR. Il est donc recommandé qu'un tel mécanisme soit établi dans le manuel de mise en œuvre du programme pour s'assurer que les résultats de la vérification de la part variable de l'IBD/IBR sont partagés pour discussion avec l'ESWG avant le décaissement.
- Le cadre des résultats du programme comprend une évaluation granulaire de la responsabilité, de l'équité, de l'efficience et des résultats d'apprentissage, qui sont présents dans l'ESSP, mais sans être mesurés aussi précisément que dans le programme. Il est donc suggéré que le cadre de suivi de l'ESPP soit mis à jour dans le cadre du processus annuel de suivi de la mise en œuvre de l'ESPP et d'envisager l'adoption d'indicateurs de programme pertinents, le cas échéant.
- Le programme comprend des interventions visant les stéréotypes sexuels et diverses dimensions de l'exclusion, dont les résultats seraient bénéfiques pour les connaissances du Partenariat dans son ensemble. Il est donc recommandé qu'une évaluation de l'efficacité et des résultats des activités soit communiquée au Secrétariat du PME à la fin de la mise en œuvre du programme.

Annexe 1 : Principales interventions des partenaires de développement

Nom du bailleur de fonds	Principales interventions	Montant du financement
JICA	**2019-2024 Améliorer les résultats d'apprentissage par la participation communautaire pour une école durable pour tous (COMPASS)** **Objectif du projet :** D'ici 2024, proposer un modèle pour améliorer les résultats d'apprentissage au niveau primaire grâce à la collaboration avec les communautés et les écoles qui pourrait être généralisé. ● **Réalisation 1 :** Amélioration de la gestion participative des écoles et du mécanisme de partage de l'information. ● **Réalisation 2** : Amélioration des résultats d'apprentissage des élèves en matière de numératie. ● **Réalisation 3** : Renforcement du système de suivi du COGES aux niveaux du district et de l'école. ● **Réalisation 4** : Perfectionnement d'un modèle afin de pouvoir l'étendre à d'autres régions sur la base des enseignements tirés.	4 millions USD
DFID	**2014-2020 Transformer la formation et l'apprentissage des enseignants dans le cadre du Girls-PASS (G-PASS)** **Résultat :** Plus de 30 000 enseignants débutants faisant preuve de meilleures compétences et pratiques, appliquant des approches de l'enseignement et de l'apprentissage centrées sur l'élève et tenant compte des spécificités liées aux genres **Réalisations :** ● Plus de 60 000 enseignants entrant dans des écoles d'éducation de base capables d'enseigner d'une manière plus adaptée au niveau des enfants dans leurs classes, de manière interactive et tenant compte des spécificités liées aux genres. ● Mise en place d'un système de politique nationale de l'éducation pour permettre la mise en œuvre des réformes de la formation des enseignants grâce à un suivi et une supervision efficace des performances ● Renforcement des systèmes d'assurance qualité et de réglementation dans le secteur de l'éducation.	32,5 millions USD

	● Réformes des programmes d'études mises en œuvre par les universités de formation des enseignants et les instituts de formation affiliés. ● Renforcement de l'environnement institutionnel au sein des instituts de formation, leur permettant de satisfaire aux nouvelles normes d'enseignement. ● Renforcement des capacités de 46 instituts de formation, de 5 universités, d'organismes de politique/réglementation au sein du ministère de l'Éducation (NCTE, NaCCA, NIB, NTC) et d'écoles partenaires pour la mise en œuvre des nouveaux B.ED, NTS, NTECF, transformation des instituts de formation. ● Les écoles partenaires s'alignent sur le nouveau programme et dispensent un enseignement et un apprentissage efficaces.	
	2018-2022 L'éducation au-delà de l'aide **Résultat :** Accroître l'autonomie du ministère de l'Éducation dans la gestion du secteur de l'éducation et la prestation de services d'éducation de qualité aux enfants du Ghana, y compris aux plus vulnérables **Réalisations :** ● Le ministère de l'Éducation s'approprie et met en œuvre des réformes et dirige la prestation de services dans le domaine de l'éducation au Ghana, en appuyant le ministère de l'Éducation dans la gestion d'un secrétariat de la réforme pour aider à améliorer la réalisation des réformes prioritaires de l'éducation ● Le ministère de l'Éducation est en mesure de fournir des ressources, de gérer et de mettre en œuvre efficacement des programmes d'éducation communautaire destinés aux filles et aux garçons non scolarisés - notamment en aidant 40 000 enfants non scolarisés supplémentaires à entrer à l'école primaire par le biais de l'éducation communautaire d'ici la fin de 2020. ● Une assistance technique est fournie pour soutenir la mise en œuvre des principales réformes visant à améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage dans l'éducation de base (par exemple, le programme d'études et l'évaluation, les inspections, la formation des enseignants, les réformes du personnel éducatif), et pour aider le ministère de l'Éducation à assumer une gestion efficace de l'éducation communautaire ● Recherche sur les questions courantes liées à l'éducation communautaire et au transfert aux autorités nationales.	6,4 millions USD
	2012-2023 Défi pour l'éducation des filles	43,3 millions USD

	Résultat : Amélioration de l'accès à une éducation de qualité pour les filles des pays en développement, y compris les plus marginalisées par l'intermédiaire d'acteurs non étatiques. **Réalisations :** ● Appui à 163 100 filles marginalisées pour qu'elles bénéficient d'une éducation de qualité ● Appui à 18 000 filles (scolarisées et non scolarisées) dans 72 écoles des régions de la Volta et du Grand Accra (14 400 directement et 3 600 indirectement) pour les aider à achever leurs études primaires, à passer dans le secondaire et à obtenir de meilleurs résultats d'apprentissage. ● Découverte : Appui à 125 000 filles marginalisées dans 800 écoles primaires et secondaires pour leur permettre d'obtenir de meilleurs résultats d'apprentissage, d'acquérir des compétences utiles dans la vie courante et de réaliser leurs aspirations. ● ÉTAPE : Appui pour apporter une éducation de qualité à 20 100 filles marginalisées dont 2 000 filles handicapées dans les régions du Centre, du Nord, du Nord-Est et du Nord-Ouest, de la Volta et des régions de l'Est, grâce à des programmes communautaires d'éducation et un soutien à la transition vers l'école formelle ou vers un emploi.	
UNESCO	**2018-2022 Résultat : D'ici à 2022, un plus grand nombre de filles et de garçons (y compris les personnes handicapées) au Ghana achèvent un enseignement de base en ligne de qualité avec de meilleurs résultats d'apprentissage.** ● **Réalisation 1** : Amélioration de l'accès des jeunes aux informations et aux services d'éducation sexuelle complète (CSE) et de lutte contre le VIH/SIDA, du niveau communautaire au niveau national ● **Réalisation 2** : Amélioration de la capacité des enseignants et des élèves, y compris les personnes handicapées, à suivre un enseignement en ligne pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage dans les écoles de base. ● **Réalisation 3** : Amélioration du cadre national pour la coordination et le suivi des processus d'enseignement et d'apprentissage à tous les niveaux ● **Réalisation 4** : Accroissement de la quantité d'informations disponibles sur les compétences et les conditions d'emploi du personnel du préprimaire afin d'éclairer les politiques.	7,2 millions USD
UNICEF	**2018-2022 Résultat : D'ici à 2022, au Ghana, un plus grand nombre de filles et de garçons achèvent un cycle complet**	23 millions USD

	d'éducation de base inclusive et de qualité, avec de meilleurs résultats d'apprentissage. ● **Réalisation 1 :** Mise en place et application de cadres opérationnels pour une meilleure prestation de services dans les classes maternelles aux niveaux national et infranational. ● **Réalisation 2 :** Modélisation de pratiques d'enseignement et d'apprentissage efficaces et inclusives dans l'enseignement primaire ● **Réalisation 3 :** Amélioration de la capacité aux niveaux national et infranational de soutenir l'éducation inclusive et de permettre aux adolescentes de progresser et d'achever leur éducation de base. ● **Réalisation 4 :** Amélioration de la capacité de planification et de suivi décentralisés en vue d'obtenir des résultats dans le domaine de l'éducation de base. ● **Réalisation 5 :** Renforcement des cadres politiques, du mécanisme de coordination et de la production de données factuelles pour améliorer l'équité et l'apprentissage dans le secteur de l'éducation.	(en cours de négociation)
USAID	**2019-2025 Stratégie de coopération au développement de l'USAID (CDCS)**	140 millions USD (en cours de négociation)
Banque mondiale	**2019-2024 Projet de responsabilisation du Ghana en matière de résultats d'apprentissage (GALOP)** Les principaux résultats escomptés sont notamment une augmentation du pourcentage d'écoles ciblées dont les pratiques d'enseignement répondent aux normes d'inspection ; une augmentation du nombre d'élèves bénéficiant d'interventions directes pour améliorer l'apprentissage ; une augmentation du pourcentage d'écoles maternelles et primaires ciblées dont le ratio élèves-enseignants formés est inférieur à 50 pour 1 ; et une augmentation du nombre d'écoles où les chefs d'établissement et les enseignants utilisent les données du tableau de bord de responsabilisation lors de réunions avec leurs pairs et leurs communautés.	150 millions USD
	2014-2021 Projet d'amélioration de l'enseignement secondaire L'objectif de développement est d'accroître l'accès à l'enseignement secondaire de deuxième cycle dans les districts mal desservis et d'améliorer la qualité de l'éducation dans les écoles peu performantes grâce à : a) la construction de 23	196 millions USD

	nouvelles écoles du deuxième cycle du secondaire dans des districts sélectionnés ; b) l'amélioration de 208 écoles du deuxième cycle du secondaire existantes par l'expansion et la réhabilitation des structures et installations existantes; et c) l'octroi de 20 000 bourses d'études à des élèves issus de familles à faible revenu, en particulier des filles.	

Annexe 2 : Critères de qualité pour l'évaluation des documents de programme

Critères	Description des critères	Observations
Conception du programme	Le programme vise à remédier aux problèmes observés et recensés dans le plan sectoriel de l'éducation	Le programme GALOP vise à remédier à un ou plusieu des données probantes qui ont été identifiés dans l'AS répond aux principales priorités de l'éducation de base, r connaissances et les pratiques des enseignants des pre la formation, le tutorat et l'encadrement, en fournissant aux apprenants qui sont en retard (enseignement ciblé), matériel d'apprentissage adapté aux salles de classe, en à l'échelle du système par une approche intégrant les niveaux du système à l'aide d'un cadre de resp d'apprentissage. Le programme visera les classes ma primaires (P1 à P6). Les activités d'apprentissage devra écoles publiques d'éducation de base peu performantes, moitié d'entre elles. Le programme se fondera sur le pré en accordant des subventions aux écoles. Ces dernièr financement d'activités visant à « améliorer l'apprentissa ciblées (d'où la définition des subventions d'apprentis renforcement des capacités liées à l'opérationnalisation niveau des systèmes. **Ce sous-critère est satisfait.**
	Le programme a une chaîne de résultats logique et fondée sur les faits reliant les interventions, les produits et les réalisations	Le programme, et chacune de ses composantes, sont résultats logique et fondée sur des données probant réalisations et les résultats (p. 31 et 91-94). Les ac améliorer l'enseignement et l'apprentissage (p. 23, l'apprentissage et les activités STARS) et les subvention bord de la responsabilisation sont fondés sur les acti concluantes. Les nouvelles activités sont fondées su changement et sont bien ancrées dans le contexte local un cadre d'évaluation de l'apprentissage et d'établir une cible à atteindre au cours des cinq années du programme **Ce sous-critère est satisfait.**
	Les buts et les objectifs stratégiques du PME sont pris en compte de manière appropriée.	Le programme reflète bien les objectifs stratégiques d d'efficience et de résultats d'apprentissage. Le program efforts visant à améliorer les résultats d'apprentissage (d (par des mesures visant à améliorer la responsabilis d'améliorer les résultats d'apprentissage, composantes d'équité - en ciblant les écoles qui présentent des ni faibles et une plus faible proportion d'enseignants et de élevés (p. 32, ciblage par école). **Ce sous-critère est satisfait.**
Budget du programme	Les coûts du programme sont justifiés	Le programme GALOP est un financement hybride basé soutenir la mise en œuvre du PSE du Ghana - dont l détaillé au cours du processus budgétaire annuel du pa financement du programme est un financement de pr

		assorti d'indicateurs servant de base aux décaissements sont atteints, les fonds du programme seront versés rembourser les dépenses sous les lignes budgétaires pr au programme de dépenses admissibles). Sur les 1 programme GALOP cofinancé, 160 millions de dollars indicateurs servant de base aux décaissements, les 14,4 étant attribués au titre d'un financement de projets financement du PME est alloué de façon à être décai années de mise en œuvre du programme (soit de la pren 5,9 millions de dollars étant affectés à la composante auront lieu deux fois par an. Les coûts d'appui à la partenaire imputés au financement du PME sont établis à **Ce critère est satisfait.**
Suivi et évaluation	Le programme comprend un cadre de suivi et d'évaluation faisant intervenir une stratégie et des méthodes permettant d'assurer la responsabilité des réalisations	Le document de programme GALOP fournit un cadre d qui est aligné sur le PSE et sur les systèmes de suivi autorités responsables concernées. Les modalités de su et les méthodes de suivi des activités et des résultats, so annexe II). Comme une grande partie du programme ser d'une modalité de financement basé sur les résultats (IB Protocole de vérification et de décaissement de l'IBD clairement les méthodes et les intervenants qui participe vue d'atteindre les résultats. Le programme comprend u les plaintes et les traiter. Le document de programm renforcer les capacités de suivi et évaluation des agents **Ce sous-critère est satisfait.**
	Le cadre de résultats est solide et couvre toutes les interventions.	Le cadre de résultats est adéquat et complet. Le cadr pages 47 à 54 ainsi que les détails fournis aux pages complets. Comme une grande partie du programme ser d'une modalité de financement basé sur les résultats (I définitions des indicateurs, les mesures, la source des do en matière de vérification soient clairement décrites, ce Les résultats et les réalisations sont fournis pour chaqu bénéficiaires directs du programme (indicateur de base, c **Ce sous-critère est satisfait.**
Modalité de mise en œuvre et degré de préparation	Les modalités de mise en œuvre sont appropriées	Les modalités de mise en œuvre sont clairement décrit dispositions relatives à la mise en œuvre sont suffisamm les responsabilités des différents acteurs, l'utilisation gouvernementaux pour la gestion financière, la gestion fonds et le rôle de l'agent partenaire dans le soutien et œuvre. La mise en œuvre du programme GALOP ser l'Éducation et au service de l'éducation du Ghana (p. 38) du service de l'Éducation jouant un rôle clé dans la mise distinctes du programme (voir le tableau de la p. 58). indicateurs servant de base aux décaissements, l'agent avoir vérifié que les résultats ont été atteints et admissibles convenues et confirmées, lesquelles ont été salaires des enseignants (p. 68-69). La gestion finan

		marchés qui sont inclues dans la composante 4 sero principes des modalités traditionnelles de financement de directives de la Banque mondiale en matière de gestio l'ensemble du programme. Les directives de la Banq passation de marchés seront appliquées à la composant directement par la Banque mondiale sur le compte l'emprunteur une fois que les IBR auront été atteints p Pour la composante 4, les fonds seront décaissés mondiale sur le compte en dollars du programme détenu supervision par les autorités nationales et le soutien et œuvre par l'agent partenaire sont clairement décrits (p. 38 **Ce sous-critère est satisfait.**
	Le programme est prêt à être mis en œuvre	Le programme est prêt à être mis en œuvre. Un calendrie décaissements par indicateur ont été présentés à l Indicateurs servant de base aux décaissements - vérification et protocoles de décaissement à partir de l fiduciaires ont été décrites à la page 40 du document d l'approbation du Conseil d'administration de la Banque m la partie financée par IDA du programme devrait être m janvier 2020, tandis que la date de démarrage de celle d fixée au 14 février 2020. **Ce sous-critère est satisfait.**
Détermination des risques et mesures d'atténuation	Le programme inclut la matrice des risques de manière appropriée	Le programme comprend une matrice d'identification des les mesures d'atténuation pertinentes. Tous les princi examinés, ce qui permet de considérer que le prog substantiel dans les domaines technique, de la capacité politique/gouvernance (qui est lié aux élections et au fait la gratuité de l'enseignement secondaire et supér financement de l'éducation de base). Les risques tech d'ambition du programme de cibler l'amélioration des rés biais d'une mobilité basée sur les résultats et la complex « tableau de bord de la responsabilisation en matière d négatifs potentiels des approches de financement bas objectifs de l'éducation sont notés et pris en considérati de manigances en vue d'atteindre les cibles de l'év modalité de financement basée sur les résultats est toute garantie pour maintenir une orientation en vue de l'obt contexte d'incertitude budgétaire. **Ce critère est satisfait.**
Pérennité	Le programme a été conçu de manière à être durable	Le programme GALOP investit beaucoup dans le transfe le calcul des coûts d'activités de qualité et efficientes s'i du PSE, ce qui signifie que les investissements soutenu être pérennisés. Les composantes du programme, y enseignants et la mise en œuvre d'activités clés (c.-à-d. responsabilisation et de subventions) appuieront la gouvernementaux. Le document d'évaluation de proj maintenir les niveaux d'intrants tels que le ma

		d'apprentissage ou les subventions à l'apprentissage évoque un effort pour que les activités du p progressivement prises en compte dans les budgets go se retrouve également dans l'évaluation de la viab partenaire (p. 116). **Ce critère est satisfait.**
Efficacité de l'aide	Le programme satisfait aux principaux critères d'efficacité de l'aide	Le programme est aligné sur les principaux critères programme est aligné sur le PSE, reflète le consensus d par le Service de l'éducation du Ghana et le ministère approche harmonisée pour le suivi et l'établissement des mise en œuvre sont clairement décrites pour mont comptabilité, l'audit et la passation de marchés du pay exceptions à l'utilisation des systèmes nationaux présen Pour la vérification indépendante, le recours aux institutio dans la mesure du possible. **Ce critère est satisfait.**

Annexe 3 : Questions pour guider l'évaluation de la part variable

Remarque générale : La majeure partie du financement du PME (18 millions de dollars) est programmée comme un financement basé sur les résultats et est répartie entre cinq IBR. Les résultats liés aux décaissements de trois IBR (IBR 3, 4 et 5) sont liés à un financement de 8 millions de dollars du PME, sous forme de part variable. Cette annexe présente les stratégies et les indicateurs retenus pour la part variable.

Critères	Description des critères	Observations
1. Alignement sectoriel	Les stratégies ou politiques sélectionnées sont discutées et validées par le groupe local des partenaires de l'éducation comme faisant partie intégrante du PSE.	Les stratégies et les indicateurs proposés sont alignés su par le GLPE. Le PSE propose la mise en œuvre d'un c pour l'apprentissage qui se traduit comme étant un ré termes généraux et est évalué par l'existence d'un t programme GALOP, par sa **stratégie d'efficience**, a concrètes qui reflètent l'utilisation active du tableau de l par les acteurs au niveau des écoles et des districts et fi écoles qui l'utilisent pendant toute la durée du programm vise à améliorer les **résultats d'apprentissage** grâce (l'objectif de résultats d'apprentissage du PSE devant ê évaluations d'apprentissage révisées intégrées dans le d'évaluation). Les programmes favorisent également une des enseignants (ce qui est considéré comme une priori l'indicateur suivant : « % de districts ayant le ration élève primaire en fonction des besoins évalués », dont le niv élèves-enseignants et la cible du PSE est fixée à 35 pour **Ce critère est satisfait.**
2. Pertinence des stratégies sélectionnées sur l'équité, l'efficience et l'apprentissage	Les stratégies ou politiques sélectionnées sont pertinentes pour l'amélioration de l'équité, l'efficience et des résultats d'apprentissage dans l'éducation de base.	Les stratégies ou politiques sélectionnées sont pertinen dimensions de l'équité, de l'efficience et des résultats d'ap **Stratégie d'équité :** Dans les 10 000 écoles qui conn difficultés en termes de résultats d'apprentissage et également celles ciblées dans la part fixe du prog d'élèves-enseignant formé en maternelle et au primaire pour 1 et de 37 pour 1, mais dans environ 25 % des é supérieur à 50 pour 1. Compte tenu de la part du buc rémunération des enseignants, les disparités dans l'af formés reflètent une disparité dans l'allocation des resso de manière disproportionnée et négative les écoles déjà la présente stratégie est de remédier à cette dispari *pourcentage d'écoles primaires et maternelles élèves-enseignant formé est inférieur à 50 pour 1*. **Stratégie d'efficience :** La stratégie d'efficience consi opérationnel un cadre de « responsabilisation pour l'ap central et décentralisé, en s'appuyant sur les activités

		exemple, l'harmonisation des inspections scolaires et la bord avec des informations en temps réel sur les perf rapport aux indicateurs clés) et en le faisant apparaître c de la composante 3. L'objectif de décaissement est que *participent à des réunions annuelles (d'ici à la fin du prog données du tableau de bord de responsabilisation* colle de manière à encourager les meilleures pratiques et l'é entre les écoles. Ces indicateurs comprennent l'abse l'assiduité des élèves, le montant de la subvention par él visites des superviseurs au niveau des cercles. Cet « douce » pour améliorer la responsabilisation (p. ex., id en avance ou en retard et en discuter dans un fo prometteuse dans le cadre du programme *Partenariat p* pertinente pour une utilisation des ressources plus l'apprentissage. **Stratégie de résultats d'apprentissage :** La d'apprentissage est bien énoncée dans le document d'é composante 1) et clairement identifiée dans la chaîne de IBR 1, 2 et 4. Ils apportent une granularité supplémentai d'apprentissage identifiés dans les activités BE2.1 à l'ESMTDP. L'accent mis sur l'amélioration des compéte enseignants au moyen d'approches et de matériels ayant ciblage des apprenants en retard est fondé sur l'exp existants et complété par la mise au point d'un l'apprentissage et est évalué au moyen des résultats d l'IBR 4.3, « *[une augmentation du] pourcentage d'élève écoles ciblées ayant des compétences en mathématiques* **Ce critère est satisfait.**
3. Effet transformateur	Les stratégies ou politiques sélectionnées sont : i) essentielles pour améliorer l'équité, l'efficience et les résultats d'apprentissage au niveau de l'éducation de base, ii) jugées susceptibles de mener à des progrès sensibles sur le moyen terme et ainsi d'être transformationnelles.	Les stratégies proposées abordent les principaux déf respectives, au niveau du système et sur le moyen ter une théorie claire du changement. La stratégie d'**équité** vise à transformer le processu répartition du personnel enseignant afin de le rendre pl de la part du budget public consacrée à la rémunéra disparités dans l'affectation des enseignants formés re l'affectation des ressources publiques qui affecte de négative les écoles déjà défavorisées. La stratégie c ghanéennes les plus défavorisées en termes de p élèves-enseignants formés sont sensiblement plus élevés dans ces écoles devrait améliorer la rétention et l'appren la stratégie, le GES examinera la politique actuelle de c des enseignants, y compris les effectifs en fonction politique visant le déploiement et la rétention en milieu r mise en œuvre d'un déploiement axé sur les donn décentralisé des enseignants. La stratégie décrit un pro

	La justification pour les actions proposées inclut une chaîne de résultats montrant que les actions sélectionnées sont basées sur une théorie du changement crédible.	éléments techniques et opérationnels nécessaires à la ainsi qu'un processus d'analyse des implications fi envisagées. La stratégie d'**efficience** consiste à élaborer et à rendre « responsabilisation en matière d'apprentissage » à l'éch s'appuie sur les projets pilotes positifs existants qui o niveau des écoles aux décideurs des cercles, des dis consolidant, améliorant et élargissant l'action au niveau r utilisation généralisée des projets pilotes antérieurs me bailleurs de fonds dans certaines zones géographique (mSRC) soutenu par l'UNICEF et le tableau de bord de élaboré avec le soutien de l'USAID), cette stratégie a l'échelle du système. On s'attend à ce que le cadre donn de responsabilisation en matière d'éducation de base, c niveaux de suivi et d'établissement de rapports, les rô principales parties prenantes, les principaux indicateurs objectifs des évaluations, les mesures de soutien cibl performantes, les processus de respect du code de condu cadres de politiques qui tendent à améliorer la capacité d niveau des écoles, le cadre sera rendu opération trimestrielles des écoles et des observations en cl superviseurs au niveau des cercles, en y intégrant des d un tableau de bord, et par des réunions annuelles des re permettront de discuter des résultats et d'encou performances. Comme indiqué sous la rubrique « pertinence », la strat **d'apprentissage** décrit l'engagement des autorités nation une série d'interventions interdépendantes dans 1 performances sont faibles sur une période de cinq ans, et œuvre une nouvelle évaluation de l'apprentissage. L d'apprentissage / théorie du changement est fondée su pertinentes et sur des expériences opérationnelles. Elle e que la récente tendance à la baisse (2016-2018) des résu les écoles ciblées devrait non seulement être freinée, ma du cycle de vie du programme afin d'atteindre l'objectif d l'amélioration des résultats d'apprentissage est le but fo les activités du programme, elle représente un résul l'amélioration signifierait une transformation du système. Les stratégies d'équité et d'apprentissage se concentrent connaissent les plus grandes difficultés en termes de ré de ressources, ce qui représente environ la moitié des éc Ghana. La stratégie d'efficience couvre l'ensemble du sys **Ce critère est satisfait.**

4. Adéquation des indicateurs et des cibles	Les stratégies sélectionnées sont mesurées par des indicateurs correspondants. Les cibles fixées pour ces indicateurs devraient représenter un niveau adéquat d'ambition, c'est-à-dire au-delà de la simple poursuite des tendances actuelles, mais atteignables. Les cibles devraient idéalement être intégrées dans le cadre de résultats élargis du Plan sectoriel de l'éducation.	Les stratégies proposées sont mesurées par des indic sont bien articulés et correspondent à un niveau d'ambitio Pour les **indicateurs d'équité** relatifs à l'augmentation d un ratio élèves-enseignants formés inférieur à 50 pour 1 et des valeurs cibles claires sont établies. Si les multip continue, d'encadrement en cours d'emploi et de renfor enseignants dans le cadre de la part fixe (composant donner des résultats et d'améliorer sensiblement les com ce sont les interventions dans le cadre de la composa favoriseront directement un déploiement et une affect enseignants, comme le reflète l'indicateur d'équité de la de référence et les cibles retenues pour le ratio élèv respectivement de 74 % et 90 % pour les maternelles e primaire, ce qui signifie une augmentation de 15 points d nombre d'écoles ciblées est d'environ 10 000, cette changement dans environ 1 500 écoles maternelles et pr objectif ambitieux, atténué en partie par la mise en échelonnés pour des augmentations de points de pour l'autre. Les IBR 5.1 et 5.2 prévoient un cofinancement de 3 millions au titre du financement du PME. Pour **l'indicateur d'efficience** portant sur le nombre réunions de responsabilisation au niveau des cercles, la zéro et la cible est de 15 000 écoles distinctes, soit 70 % base, qui rendent compte des données du tableau de bo et les utilisent. L'IBR 3.1 prévoit un cofinancement de 3 millions du financement du PME. Cet objectif est égalem Pour l'indicateur des **résultats d'apprentissage, «** am d'élèves de P4 dans les écoles *ciblées* ayant des compé et en anglais », une valeur de référence sera fournie en nouvel outil d'évaluation national ait été déployé. Cet i mesuré à la fin du programme afin d'apprécier les progr risques associés à la réalisation de cette cible, notam validité de la valeur de référence et à ce que l'indicateu moins performantes. Pour mesurer le degré de réalisatio d'évaluation du projet note que les pourcentages d compétence dans les évaluations de mathématiques e feront l'objet d'une moyenne à pondération égale po l'ensemble, une augmentation de la proportion d'élèv compétents. Le document d'évaluation du projet n'est pa les évaluations de P4 en mathématiques et en anglais se forme d'évaluations fondées sur le recensement ou su représentatif. Il y est néanmoins précisé que les évaluati l'ensemble des 10 000 écoles ciblées. Ce qui répond à la le caractère incertain de la mesure si celle-ci était f représentatif des 10 000 écoles ciblées. Ainsi, il serait pl augmentations en fonction des évaluations effectuées s

		écoles ciblées. Cela faciliterait la formulation d'u décaissement. Tous les indicateurs sont clairement définis et mesu l'agrégation des compétences combinées des élèves langue devrait être clarifiée lorsque la méthode d'évaluati décrite dans le manuel opérationnel du programme. **Ce critère est satisfait.**
5. Fiabilité des moyens de vérification	Les moyens de vérifications pour la réalisation des objectifs sont décrits comme faisant partie de la justification des actions proposées et sont fiables.	Les moyens de vérification sont entièrement décrits et se de vérification et les rôles et responsabilités étant claire Une vérification indépendante est prévue pour tous l variable : l'indicateur 3.2 (efficience), l'indicateur 4. indicateurs 5.1 et 5.2 (équité). Les règl échelonné / décaissement partiel sont clairement é d'évaluation du projet identifie les candidats potentiel vérification indépendante (p. 40) et leur indépendance p vérifier est largement analysée. Le programme ne préc consultation avec l'ESWG sur les IBR de la part variabl nationales et de l'agent partenaire en ce qui concerne la des agents de vérification indépendants (AVI) sont défi juridiques du programme et décrits en détail dans l'acc L'annexe 2, section I. D 1 de l'AF stipule que les autor affecter et recruter des agents de vérification indépendan et des compétences jugées satisfaisantes par l'agent p qu'avant chaque paiement effectué dans le cadre d effectue, conformément au Protocole de vérification, une dans quelle mesure les indicateurs servant de base au lesquels le paiement est demandé ont été atteints ; et (b) à l'agent partenaire pour examen. Conformément à calendrier 2, section III. B.1. Il est précisé que (b) en o effectué pour les paiements de la catégorie (1) pour les programme à moins que et jusqu'à ce que les autorités r preuve satisfaisante à l'agent partenaire que (i) un AVI av l'expérience et selon un mandat satisfaisant pour l'Ass recruté. Les coûts de vérification sont couverts par le bu du programme. **Ce critère est satisfait.**
6. Clarté et adéquation des modalités de décaissement	Les modalités de décaissement sont clairement décrites et appropriées.	Les modalités de décaissement sont clairement déc document d'évaluation du projet prévoit le décaissement a Ghana, par le biais d'un programme de dépenses admis autorités nationales pour le paiement des salaires des ens **Ce critère est satisfait.**